

DOSSIER



POR TU

GAL &

COLON

IES



AHS



Portugal :

VERS UNE GAUCHE REVOLUTIONNAIRE ?

Ecrit il y a quelques semaines par un camarade portugais qui desire garder l'anonymat pour des raisons faciles à comprendre, l'article qui suit entend donner une vue d'ensemble de la situation politique actuelle au Portugal, telle qu'elle se dégage de 35 années de régime Salazar. Le remplacement du vieux dictateur de Lisbonne, loin de périmé cette étude, lui apporte une actualité accrue.

A. — L'histoire d'un régime.

Le 26 mai 1926, il y a 42 ans, éclatait un mouvement militaire dirigé contre la République bourgeoise et parlementaire qui, depuis 1910, gouvernait, sans grande stabilité, le Portugal.

Ce n'était pas la première tentative anti-démocratique des militaires. Les 16 années de pouvoir démocratique bourgeois avaient connu maintes fois d'autres tentatives de « pronunciamiento », coup d'état, ou révolte, de la part des monarcho-clérico-féodaux obscurantistes.

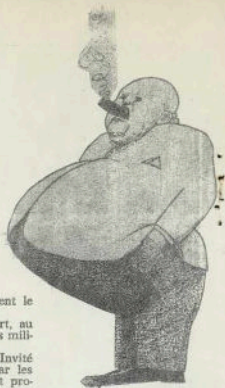
Cette fois pourtant, le mouvement allait réussir. Les chefs, parmi lesquels quelques républicains convaincus, tâchaient de donner des garanties : le mouvement était « républicain », « la république appartiendrait à tous les républicains sérieux » et le nouveau gouvernement serait établi « sur les bases des principes démocratiques ».

Bien entendu, on évoqua cependant le prétexte habituel : la dissolution immédiate du parlement était nécessaire, car son action n'avait été que préjudiciable aux intérêts du pays.

Ces chefs, il faut l'avouer, n'avaient pas tout à fait tort. Dans cette République de 1910, beaucoup et même trop de choses marchaient péniblement : on peut citer l'administration, les finances, l'impuissance des institutions, la méfiance populaire envers le régime, bref tout un lourd héritage de la monarchie qui n'avait pas été dépassé, malgré les théories vraiment « éclairées » des premiers républicains. Ajoutons-y les conséquences de la participation à la 1^{re} grande guerre mondiale dans le but, d'ailleurs atteint, de conserver un empire colonial africain, le tout aggravé par l'absence de débouché pour les politiciens et les partis.

Au fond, on se trouvait devant un capitalisme, mais incapable d'imprimer une politique réelle d'industrialisation au pays, ou de tirer un maximum de profit de ses grandes et riches colonies. En somme, un capitalisme assez inefficace, (qui comme tel s'est maintenu), dans un pays de commerçants et de propriétaires agricoles.

Le fait que les seules réactions sérieuses au régime soient venues des ouvriers (grèves de 1926 et 1934) est significatif. Certaines couches de la bourgeoisie, ainsi que les bureaucraties, approuvaient un gouvernement dont la stabilité leur assurait des garanties : monnaie stable, peu de crises, salaires



payés régulièrement. Ils seraient, dans le futur, ceux qui applaudiraient le plus un dictateur modeste et sournois.

Mais si le changement n'a pas été chaudement accueilli au départ, au moins il n'a pas été critiqué par la grande majorité de la population. Les militaires ne pouvaient pas s'attendre à mieux.

Le coup d'état réussi, apparut en lumière notre homme : Salazar. Invité d'abord pour occuper la place de ministre des Finances proposée par les militaires, il leur présente son programme, qu'ils rejettent. Le discret professeur retourne alors à ses médiocres cours de Coimbra. Appelé de nouveau en 1928 cette fois, Salazar s'installe. Tout en augmentant les impôts et en diminuant les dépenses publiques, il réussira à équilibrer le budget, puis en manœuvrant jésuitiquement, il ne tardera pas à s'emparer du pouvoir. Les républicains égarés, il sera nommé bientôt premier ministre (1932) : il dissout le parlement, crée le parti unique (União Nacional - 1931) ; le temps est venu de structurer le régime en assurant les bases institutionnelles. La dictature prépare son avenir.

En 1933, le gouvernement promulgue la Constitution et la fait approuver par un plébiscite. Elle sera acceptée à 90 %. Malgré l'appui réel de couches déterminantes de la population, Salazar ne veut rien risquer. Il a même trouvé cette formule bizarre : « Qui s'abstient donne sa caution au régime ». D'où : voter non signifie voter non ; voter oui ; voter oui ; ne pas voter = voter oui. Le pays comptait à cette époque 6.800.000 habitants, dont 1.300.000 ont voté.

Mais le fait est clair : contre ce gouvernement de la stabilité et de l'ordre, lutter semblait une illusion. Aujourd'hui même, on hésite encore à proposer au peuple portugais une autre alternative que « démocratie et liberté ». Nous y reviendrons par la suite.

La constitution définit le Portugal comme « une république unitaire et corporative ». Ce dernier mot est une trouvaille originale du Premier Ministre. Originalité qui ne dépasse pas les frontières, il est vrai, mais dont parfois le grand patron avouera la filiation. Trois ou quatre années plus tard, il dira : « Je suis fier de vous dire que l'œuvre de la dictature portugaise n'est pas, toutes proportions gardées, inférieure dans ses résultats et dans ses lignes directrices, à l'œuvre de la dictature italienne ». Et pour lui Mussolini était « une des plus fortes individualités de notre temps », celui qui portait « une nouvelle mentalité, un nouvel esprit, une compréhension différente de la nouvelle politique de l'état italien, de l'avenir de la grande Italie — formidables leviers de l'œuvre de rénovation ».

Désormais, au Portugal, règlement des conflits de travail par des organes de l'Etat; corporations de travailleurs, « grêmios » et patrons se donnant le bras ; « Mocidade Portuguesa » (jeunesse portugaise) dès l'école, « Legião Portuguesa » (pour les plus âgés) ; bref, un pays de militaires. Pour les joueurs de football, bras levé comme en Italie. « Fédération Nationale pour la Joie dans le Travail (*Arbeit macht frei*) ». Et ainsi de suite...

Pendant les guerres : appui à Franco et à Hitler ; mais sans scandale. Pourtant, quand la roue tourne, Salazar va tourner avec elle : il accorde aux Alliés la base des Açores.

Et voilà ! Nous sommes au cœur de l'homme, de cet homme dont le machiavélisme grisâtre cache à peine la rancœur et qui ne pourra se passer, quand Hitler meurt, de décréter le deuil national.

La première manche du jeu est jouée. Elle est perdue, mais le jeu continue. Aussi longtemps que le sort de la guerre a été favorable à l'Axe, Salazar a joué la carte du fascisme (en 1934, il prévoyait pour les démocraties bourgeoises un maximum de vingt années de survie), tout en conservant pourtant en réserve les atouts les plus précieux : des la certitude de la victoire alliée, il va pencher vers eux et jouer son sort dans les contradictions de la guerre froide.





tugaise, est pris d'assaut par un « commando » dont un des chefs est Henrique Galvão, militaire, médiocre homme de lettres, et politicien, jadis successeur présomptif de Salazar. Malgré la propagande gouvernementale — la radio, la presse et les autres organes d'information sont monopolisés par Salazar — l'enthousiasme se fit jour.

Dans la même année, la lutte de libération commençait en Angola, et en septembre, l'Union Indienne envahissait les trois petites colonies portugaises de la côte Occidentale de la Péninsule Indienne : Goa, Damão et Diu. Malgré les ordres de Salazar — « résistance jusqu'à la mort » — les troupes portugaises se refusent au massacre. De nombreux officiers seront par la suite expulsés de l'armée. C'est la chute d'un autre mythe : le « patriotisme », dont le salazarisme aurait imprégné les Portugais (les « bons »).

L'année 1962 allait commencer mal, elle aussi, pour Salazar : une centaine d'opposants, parmi lesquels Delgado, entrés clandestinement dans le pays, s'attaquèrent, au sud, à la caserne de Beja. Après des heures de lutte et d'occupation de la caserne, le mouvement échouait. Dans la mêlée, le sous-secrétaire de l'Armée était tué. Pour beaucoup de monde, « c'était déjà quelque chose... »

Effectivement, l'année allait être chaude ! Un mouvement nouveau se déclenchait. Ces fils de la bourgeoisie, les étudiants, s'opposeraient en bloc au régime : des grèves largement suivies, des manifestations dans les trois villes universitaires (Lisbonne et Coimbra, surtout) allaient mettre en cause le gouvernement. En même temps, des grèves d'ouvriers et paysans éclataient. Le 1^{er} mai, à Lisbonne, une centaine de milliers de gens manifestèrent et faisaient face à la police. Le 3 mai, sous un autre prétexte, des gens manifestèrent, mais en moins grand nombre. Et moins encore le 28 mai. Le mouvement touchait à sa fin.

Après l'Angola, Guinée-Bissau commençait la lutte de libération nationale en 1963. À la tête du mouvement se trouvait celui qui allait se révéler comme un des plus grands leaders du Tiers-monde : Amílcar Cabral. Puis, en 1964, c'est au tour du Mozambique. Un gros problème se présentait pour Salazar : le monde commençait à prendre conscience de la dictature portugaise.

Pourtant, au Portugal, surtout à partir de 1964, la vie politique s'est calmée. L'opposition rentra dans la routine. C'est encore à la PIDE de prendre l'offensive. Ces Messieurs sont allés loin : avec la collaboration de réseaux liés à la O.A.S., à la « mafia » du fascisme international, ils ont au stérile dans un piège l'impulsif et infatigable combattant Delgado, assassiné en Espagne, près de la frontière portugaise. Le régime regagnait la confiance en lui-même et donnait une leçon aux défaitistes.

Il y eut des exceptions pourtant. La première fut de courte durée : l'apparition d'un groupe pro-chinois qui, avant d'être anéanti, put juger et mettre à mort un délateur introduit dans ses rangs, à la fin de 1965.

L'année « ternière » (1967) un « hold-up » accroît également un peu l'espoir. Le butin : un million de dollars. Le LUAR, une nouvelle organisation anti-salazariste, avait assiégé une banque de l'état et avait réussi. Au mois de septembre, un « commando » de la même organisation réussissait le vol de quelques mitraillettes dans une caserne. Deux coups que la toute-puissante PIDE n'est pas arrivée à parer. Une partie gagnée. Mais on vient d'apprendre qu'à la fin de janvier, un « commando » du LUAR qui se préparait à entrer au Portugal a été emprisonné en Espagne. Son sort, à moins d'une forte réaction des gens d'Europe contre le gouvernement ou devant les ambassades espagnoles, semble d'être livré à la police politique portugaise.

B. — La force du régime.

La popularité dont le régime a jouit dans les premières années de son existence, le slogan qu'il a répandu, avec un certain succès, après la 2^e guerre





Au lendemain de la guerre, les républicains, les libéraux, les communistes choisissent le rêve. Les voilà unis, attendant que la magnanime Angleterre leur rende la magnifique liberté. Malheur ! Les ministres de Sa Majesté se berneront à dénoncer à Salazar les noms des militants clandestins qui, en contact avec les services secrets britanniques, préparaient la résistance contre les troupes victorieuses d'Hitler. L'illusion démocratique commençait ! Aujourd'hui encore, elle se maintient, florissante et têtue.

Souple, Salazar, dont la mémoire conservait présentes les grèves et manifestations de 1942-44 et qui subissait la pression des démocraties victorieuses, promet de faire des élections, de libérer des prisonniers politiques et d'assurer la libéralisation du régime, comme Franco. Cependant, il attend. Son temps va revenir... En effet, le Portugal sera un des pays « démocrates » qui participeront à l'OTAN. En 1949, il sera admis au sein de l'organisation. Salazar respire. La partie est gagnée.

Le grand rêve — Salazar, Franco, Pétain, Hitler, Mussolini — est fini. Salazar, qui ne s'y était jamais engagé totalement, réserve ses plaintes. Maintenant, il faut tenir, résister au milieu des frères lais. Il sera donc anti-communiste d'abord, puis anti-démocrate ; et anti-britannique. Pourtant, s'il faut faire bonne mine à ces derniers, il s'y résigne. Le grand slogan de la guerre froid — « l'anti-communisme » — le sert à merveille.

Les foyers de résistance unitaires s'effacent. La répression est violente. L'Église appuie Salazar de toutes ses forces — comme toujours. La toute puissante PIDE (police politique secrète) reprend haleine. La peur de l'après-guerre éloignée, elle prend sa revanche.

Jusqu'en 1958, Salazar sera maître absolu de la situation. Mais cette année-là, grande surprise ! Surprise pour tout le monde : pour le gouvernement, pour l'opposition libérale, pour l'opposition communiste.

En 1958, en effet, ont eu lieu des élections pour la présidence de la République. Trois candidats se présentent : celui de la « União Nacional » et deux d'opposition — l'un de gauche ; l'autre un ex-actif collaborateur du régime, militaire en vue, qui se déclare indépendant. Un peu tard, le P.C. comprend l'intérêt d'appuyer ce dernier. L'accord s'étant fait, le candidat de gauche renonce.

C'est alors que ce peuple docile, triste et résigné, à la surprise de tout le monde, se jette dans les rues, par centaines de milliers de personnes. L'enthousiasme gagnait le peuple. On parlait sans crainte. Le Portugal avait en effet trouvé un homme adapté au moment — le général Humberto Delgado. « Le général sans peur » était son slogan électoral. Slogan dont la grande popularité montre assez l'état d'esprit de la population.

Le fait important est que, pendant les quatre années suivantes, le gouvernement allait vraiment trembler.

Le gouvernement gagna d'abord les élections, puis grand fut le nombre des gens arrêtés par la police. Les organisations clandestines (P.C.) subirent des coups durs. Delgado réussit à se réfugier à l'ambassade du Brésil. Et cependant, la première défection dans l'hierarchie de la très fidèle Église se manifesta : l'Évêque de Porto, dans une lettre ouverte à Salazar, critiqua assez âprement la politique gouvernementale dans une lettre suffisamment audacieuse que pour faire exiler son auteur. Lettre importante parce qu'elle donnait dorénavant la caution à ces petites minorités de catholiques progressistes qui combattent le régime (« poissons rouges nageant en eau béate » selon une formule consacrée, issue de l'entourage de Salazar).

Mais tout continua mal pour le régime. En ruars 1959, le ministre de la défense du gouvernement (et, jadis, commandant des volontaires portugais — les « Viriatos » — qui avaient lutté à côté des troupes de Franco dans la guerre civile espagnole) prend la tête d'un coup d'état contre Salazar. Le coup d'état raté, le premier ministre reprend confiance.

En janvier 1961, le « Santa Maria », orgueil de la marine marchande por-





mondiale — « Salazar a sauvé le pays de la guerre » — sont définitivement compromis.

Economiquement, le Portugal est le pays le moins développé de l'Europe, celui qui connaît le niveau de vie le plus bas. La guerre s'étend aujourd'hui en Guinée, en Angola, au Mozambique.

Décorer les « héros massacrés par les hordes indiennes », peut impressionner dans le décor de la magnifique place de Lisbonne — le « Terreiro do Paço » avec le Tage à côté — sous ce beau soleil des affiches touristiques.

Pourtant, cette élite du régime qui occupait Goa a renoncé à son rôle (*).

Le régime ? Personne n'y croit. Il vivra tant que le dictateur survivra. L'entourage de Salazar, très varié et très divisé, le soutient, chacun des groupes en espérant l'héritage; n'ayant pas la force de faire un coup d'état sans risque de tout perdre — comme le ministre de la Défense en 1959 —, ils se résignent.

Monarchistes absolutistes, monarchistes moins absolutistes, fascistes purs (très, très peu), démocrates chrétiens, républicains, godaux, militaires, néo-capitalistes, monopolistes, capitalistes anti-monopolistes, policiers de haut rang, cléricaux, tous se mêlent autour du pouvoir. Que peut-il en sortir ?

Une première constatation : le régime s'appuie sur cette hétérogénéité. Il compte sur la police secrète; sur l'armée colonialiste, sur les diverses forces de répression : la PSP - police urbaine, GNR - police rurale, sur la Légion, tous fortement armés.

Les latifundiaires (sud du Tage jusqu'au Algarve) se savent perdus dès que le régime tombera.

Les commerçants, qui vivent surtout des échanges avec les colonies, les industriels qui y achètent des matières premières et y trouvent un marché pour leurs exportations (soit la grande bourgeoisie et une bonne partie de la bourgeoisie moyenne) profitent largement de la situation coloniale.

Les groupes néo-capitalistes, s'ils reprochent beaucoup de choses au régime (comme tout le monde d'ailleurs) profitent de l'occasion pour brouiller les cartes. Il peut se faire qu'après Salazar un impossible socialisme arrive...

Les monopolistes, vu la récente et pénible réorganisation de l'industrie, préfèrent Salazar, malgré certaines exagérations dans l'acceptation d'investissements étrangers à des conditions excessives.

L'Eglise bénit la guerre et le capital. Elle joue son rôle.

Mais tous ces gens, si vous les écoutez tout bas, vous avouent leur désaccord. Tous se trouvent ruinés par la politique gouvernementale. Ils attendent et s'amusent à former des partis. Et en attendant, ils mangent le pain de Salazar.

C. — Les opposants.

A en croire la gauche officielle, tout le monde, monopolistes et latifundiaires exceptés, est contre Salazar. Le pouvoir au Portugal serait « le pouvoir des monopoles ». Le peuple est plein de vertus, la petite bourgeoisie profondément anti-fasciste, la bourgeoisie moyenne aussi. D'où le mot d'ordre : « soulèvement national ». D'où l'unité optimiste. Le Parti Communiste a doublé, en 1960 et 1961, le nombre de ses membres, de ses sympathisants, du tirage de son journal clandestin. Il en est fier mais, il l'avoue, il a été surpris par la réussite de sa propre action, par la radicalisation des masses, par sa volonté de combattre (en 1962).

L'unité, mais à quel prix ? Je reviens à 1944 : le P.C.P. lançait un appel pour la formation de groupes armés de résistance anti-fasciste (GACS). En

(*) Quelques heures après les combats, les journaux portugais annonçaient la mort d'environ 2.000 soldats portugais. Il n'y eu même pas une dizaine de morts...





même temps, il ajoutait à cette consigne une autre, assez bizarre : « les communistes ne doivent pas faire partie des GACS ». Il fallait, bien sûr, gagner la confiance des anti-fascistes et anti-communistes. Deux mois après, le P.C. faisait une rectification fidele pour étouffer le scandale.

Le P.C. a été surpris par la capacité combattive des masses en 1962. En effet, le mot d'ordre « manifestons dans les rues » a été suivi le 1^{er} mai, comme nous avons dit. Il y eut des rencontres avec la police. Celle-ci a tiré. On a répété le mot d'ordre; sans aucun espoir de revanche, sans une arme, le mouvement éclata.

Aujourd'hui, le langage n'a pas changé : on rassure les bourgeois. Révolution ? Oui. Mais à travers le « soulèvement national » (sans arriver à la grève des industriels (sic) que Santiago Carrillo préconise, pour faire tomber Franco, il est vrai), fruit des revendications de toutes les classes sociales. Puis viendra une révolution « démocratique ».

La démocratie est à l'ordre du jour. On finira bien par croire à ses vertus miraculeuses. Archéologiquement, on peut trouver dans les écrits du P.C. le mot « socialisme », mais il serait curieux de faire une statistique sur le sujet !

Parions net : pourriez-vous imaginer un régime socialiste, ce cancer, dans le plus occidental des pays de l'Europe Occidentale ? Et bien, M. Kossiguine nous le dit. Ou serait la coexistence pacifique si laborieusement mise sur pied ? Et la géographie du capitalisme ? Et l'entente Est-Ouest ?

Malgré les illusions des révolutionnaires du P.C. (et, il faut le dire, il y a des révolutionnaires authentiques, surtout dans les jeunes), la décision est prise, l'orientation est nette. Aujourd'hui, vu l'insuffisance quantitative de la classe ouvrière portugaise, il ne nous reste qu'à collaborer à la construction de la démocratie bourgeoise, pour demain, dans cette démocratie, trouver notre voie... pacifique vers le socialisme. Idée lumineuse ! « Requiescat in pace ».

Et pourtant, à faut bien l'avouer, on ne peut pas faire une politique de gauche sans le Parti Communiste. Les ouvriers sont aussi des conformistes... même si cela déplaît aux pro-chinois.

Et à propos de ces derniers, parler d'eux, du mouvement marxiste-léniniste, né d'une très faible scission dans le P.C. en 1964, est assez difficile et prématuré, parce que, malgré la théorie, la pratique chez eux reste inexistante, sauf pour la F.A.P. (Front d'Action Populaire), l'organisation armée du mouvement dont nous avons déjà parlé et que la police a complètement détruite.

Du moins le F.A.P. a eu ce mérite, qui n'est pas petit : il a repris ce que tous les gens encadrés dans le P.C. étaient obligés d'oublier : l'idée d'une révolution armée, l'idée d'une révolution socialiste. Malgré ses prétentions à un Portugal-nation-industrialisée, donc à une classe ouvrière capable de faire la révolution prolétarienne, malgré le choix inopportun pour l'action armée immédiate, et malgré la précipitation qui l'a mené à engager ses cadres les plus valables dans cette héroïque aventure, le F.A.P. a conduit à une contestation de la position du P.C., et a mené bien des gens à penser en termes de révolution socialiste. Et c'est là peut-être l'aspect le plus important de son héritage.

Le mouvement, plus jeune, de ceux qui mènent le combat contre Salazar, le L.U.A.R. (Ligue d'Union et d'Action Révolutionnaire) a aussi donné naissance à beaucoup d'espoir par ses réussites et par son type d'organisation en « commandos ». Cependant, on s'interroge sur la vraie pensée de ces gens qui se disent simplement unis par l'anti-salazarisme et dont la préparation des méthodes de lutte est pourtant si importante.

L'aurait oublier la social-démocratie. Formée surtout de personnalités, le parti (Acção Socialista) se réclame de son pacifisme, se cache à peine de son anti-communisme et jouit d'une grande protection internationale de la part des socialistes pacifiques. Son but évident : étouffer dans l'œuf toute possibilité d'une solution révolutionnaire.



4

TOUS UNIS CAMARADES
JUSQU'À LA VICTOIRE



D. — Conclusions et perspectives.

— Je laisserai de côté pour cette fois la politique étrangère du gouvernement de Lisbonne; ses amis américains (base des Açores et investissements aux colonies); son allié Paul VI visitant Fatima et décorant de l'ordre de Saint Grégoire le directeur de la PIDE (sans parler du commis-voyageur Evrouchenko, tellement « impressionné » par le 40^e anniversaire de Fatima). Je ne parlerai pas des problèmes de l'émigration, de la torture (la « estátua » ou des autres meures répressives; je laisserai de côté à regret la Guinée-Bissau, où Amílcar Cabral dirige la guérilla et contrôle l'organisation scolaire, sanitaire et économique des territoires libérés. Mais avant tout, un problème capital se pose : que peut et que doit faire une gauche révolutionnaire au Portugal ?

— Tout d'abord, j'affirme qu'une gauche marxiste ayant pour but la construction du communisme au Portugal a, comme première tâche, d'étudier le Portugal. Qu'on me pardonne cette affirmation, mais le Portugal est, pour moi, un pays inconnu pour les Portugais !

Un marxiste doit d'abord approfondir le salazarisme — ses piliers économiques et sociaux, ses méthodes et ses moyens de réaliser et maintenir le pouvoir. En un mot, il doit définir le salazarisme, étudier économiquement, sociologiquement et politiquement le Portugal, les classes, les groupes sociaux, leurs rapports entre eux, leurs intérêts, leurs aspirations. Il doit se pencher sur les ouvriers, mais aussi sur les paysans, qui peuvent constituer une force révolutionnaire énorme si on arrive à les comprendre. Et pas seulement les salariés du Sud, mais aussi les miniproducteurs du Nord, catholiques, réactionnaires, fatigués même, qui bougent difficilement. Mais l'histoire l'a montré, quand ces hommes bougent, quand ils se jettent dans l'action, personne ne peut les intégrer dans le « système démocratique », sauf quand ils ont contre eux toute l'« intelligentsia » bourgeoise qui, après les avoir poussé vers la lutte, commence à les craindre. Cette classe des paysans, abandonnée de tous, se trouve alors dans une situation sans issue et sans espoir de changement. Il faudra trouver les moyens de la mobiliser pour qu'elle participe à la lutte.

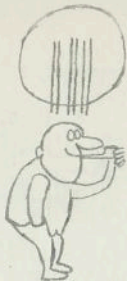
Il faut étudier aussi ces centaines de milliers d'émigrés (Paris est la troisième ville du Portugal : 150.000 Portugais), leur situation, leurs aspirations petits-bourgeoises irréalisables. Il faut étudier ces émigrés sans utiliser ces schémas commodes où tout est prévu en matière de révolution ! Mais, pour cela, il faut être humble et admettre que le peuple a beaucoup à nous apprendre.

J'affirme qu'un mouvement de gauche, se déclarant socialiste, et qui se disposerait aujourd'hui à mener l'action au niveau de la lutte armée, serait le bienvenu au Portugal. Il bénéficierait d'une large compréhension de la part de divers secteurs de la population : à savoir les étudiants universitaires; une partie variable du prolétariat (tout dépendant de la force réelle et de la position qu'à cet égard prendrait le P.C., atout dont on ne peut pas minimiser l'importance); certains secteurs de services; la majorité des intellectuels (« producteurs et consommateurs », au sens très large, donc); certaines forces paysannes plus évoluées, notamment au sud du Tage, où la grève des non-salariés est monnaie courante; et beaucoup parmi les nombreux déçus du P.C., encore intégrés (parce que le P.C. est la seule organisation clandestine existante) ou qui pour diverses raisons, sont en dehors du parti.

Naturellement un parti de ce genre devrait être *profondément national* — il devrait connaître la situation et avoir pour but une solution concrète pour le problème portugais, solution tirée d'une étude des conditions réelles et d'une sérieuse évaluation des forces fascistes et anti-fascistes portugaises.

Il lui faudrait en outre une grande indépendance par rapport au mouve-





ment communiste international et aux besoins tactiques des « grands » du socialisme.

— Certes, une telle voie est pleine de difficultés. Le grand handicap pour un parti de ce genre — vu sa formation récente — serait l'absence au départ d'une insertion dans les masses populaires (ouvriers, paysans, petit bout bourgeois urbain), fait qui constituerait un lourd obstacle à une synchronisation de diverses formes de lutte (lutte armée, attentats, sabotages, grèves, insurrections) indispensables à la réussite. On ne peut pas envisager au Portugal des conditions semblable à celles qui ont permis à un petit groupe de commencer la lutte dans une « sierra », de se fortifier par des victoires militaires et, petit à petit, de se développer jusqu'à devenir une armée populaire. Qu'on songe à la géographie du terrain et à l'excellente préparation militaire des forces répressives (il suffit de penser que l'armée portugaise mené la lutte anti-guérilla dans les colonies depuis 6 ans).

— Des opportunités perdues — entre 1938 et 1962, notamment, quand des manifestations de rue furent accompagnées parfois de grèves d'ouvriers et paysans — nous tirons une leçon : ce n'est pas à n'importe quel moment qu'on peut espérer faire une révolution au Portugal (ou ailleurs).

Et pourtant, sans un engagement de toutes ses forces dans des actions frontales, un petit parti pourrait dès maintenant conduire des actions limitées (qui feraient monter la tension politique de ce peuple en vue de son développement révolutionnaire ultérieur) et s'efforcer, par une organisation parallèle aux groupes armés (la compartimentation entre les deux groupes, pour une question de sécurité, devrait être très nette) d'entreprendre un travail de pénétration et de structuration du parti parmi les masses douées d'un potentiel révolutionnaire réel, en formant des petits groupes influents partout où existent des catégories sociales (professionnelles, associatives, etc.), soit dans le pays, soit aussi à l'étranger.

— Il s'agirait donc de former une élite qu'approuveraient les masses et qui saurait les mener, par son courage, par sa clairvoyance, par sa capacité de travail organisatif, par son action tenace, vers un Portugal socialiste révolutionnaire.

En d'autres termes, de former un petit parti certes, mais un parti de qualité et d'avant-garde.

— Ajoutons, en ce qui concerne la lutte armée, le fait qu'en raison de la guerre coloniale, plusieurs centaines de jeunes ont dû désertier l'armée. Ainsi s'est créée une réserve humaine, militairement préparée, dont la sous-évaluation serait une grave erreur, d'autant plus que ces hommes se montrent incrédules à l'égard de la gauche traditionnelle et que quelques-uns seraient prêts à s'engager dans la lutte s'ils voyaient qu'ils risquaient leur vie pour quelque chose qui en vaudrait la peine, et non pas simplement pour la « liberté et la démocratie » de la bourgeoisie nationale de Salazar ou de ses successeurs.

MARIO LAGOS.

[GUÉRILLA, oct. 1963]



OU VA

L'OPPOSITION

AHS

PORTUGAISE ?

Par Antonio GARCIA.

« LA GAUCHE »

30/11/68

Lorsque le 18 mai 1967, cinq jeunes gens, affabliés de fausses moustaches, de lunettes et armés de mitrailleuses, se sont emparés d'une somme équivalente à 50 millions de francs belges à la succursale de la Banque du Portugal dans la riche station balnéaire de Figueira da Foz, le pays entier fut frappé de stupeur. En effet, les assaillants ont agi avec un courage, une promptitude et une méthode qui ne pouvaient manquer de forcer l'admiration.

Lorsque, deux heures plus tard, le directeur de la Banque, enfermé dans les toilettes avec le reste du personnel, réussit à en sortir, sa première idée fut de téléphoner à la police. La ligne était coupée. Il courut à la gendarmerie locale. « Vous vous payez ma tête ? » répliqua, irrité, le brigadier après avoir entendu le récit du malheureux fonctionnaire.

Quand les autorités furent finalement convaincues de l'authenticité des faits, des forces de gendarmerie et de police furent envoyées partout. Les assaillants devaient cependant être déjà bien loin; il s'agissait donc de donner l'alarme générale, de faire dresser des barrages sur les routes, de quadriller tout le pays pour intercepter les audacieux fuyitifs. On s'est alors rendu compte que la ville était isolée, les communications téléphoniques avec le reste du pays ayant été coupées. Il ne restait plus qu'à



envoyer quelqu'un en voiture à Coimbra pour donner l'alarme.

A ce moment-là, avec moins de chance cependant, puisque toutes les voitures de service avaient été sabotées, c'est ce qu'on essaya également de faire les employés de l'aéroport tout proche lorsqu'ils eurent recouvré leurs esprits. En effet, leurs assaillants n'avaient pas hésité à les mettre hors d'état de nuire en les assommant.

On n'en sait guère plus. Il y a un yacht immatriculé en Hollande qui prend la mer tranquillement, sous le regard confiant des autorités maritimes de Figueira da Foz. L'avion, lui, sera retrouvé quelques jours plus tard au sud du pays. Et le bruit a couru que le yacht aurait recueilli les sacs remplis de billets, lancés à la mer par les occupants de l'avion. Ceux-ci, à leur tour, auraient eu un rendez-vous avec le bateau à l'extrême sud du pays, quelques heures plus tard.

Aucune des polices de l'Etat salazariste — et parmi elles, la redoutable et non moins efficace police politique (PIDE) — n'avait eu le moindre soupçon de ce qui était en train de se préparer. Malgré leurs immenses réseaux d'indicateurs attentifs à tout ce qui se passe dans le pays, personne ne s'était fait remarquer : ni le jeune couple qui s'était lié d'am-

tié avec le personnel du champ d'aviation pour étudier la retraite du commando, ni l'étudiant ingénieur appliqué qui avait poussé sa curiosité professionnelle jusqu'au point de s'intéresser aux câbles téléphoniques de la région.

Cependant, ce n'est pas seulement la PIDE qui en est sortie hafouée, ou un régime apparemment tout-puissant qui s'est trouvé du jour au lendemain ridiculisé et ébranlé dans le principe même de son invulnérabilité.

En réalité, le « hold-up » de Figueira da Foz a été ressenti aussi vivement par l'opposition que par le gouvernement lui-même. Et si celui-ci en fut fortiment secoué, les organisations d'opposition ne le furent pas moins, puisque du coup leurs méthodes d'action et leurs schémas d'organisation étaient mis en cause.

Qu'en est-il de cette opposition? Que représente-t-elle? De quels moyens dispose-t-elle? Quelle est son orientation?

A l'heure actuelle, l'opposition — au régime salazariste apparaît partagée en cinq courants ou partis fondamentaux : les démocrates-sociaux, les « catholiques progressistes », le mouvement socialiste et les deux organisations communistes.



LA DEMOCRATIE-SOCIALE : LE PARTI DE L'ORDRE

Parmi ces groupes, ce sont sans doute les démocrates-sociaux, ceux dont la physionomie politique est la moins nette et la plus ambiguë. N'étant pas des nouveaux venus sur la scène politique portugaise ou ils ont porté diverses désignations parmi lesquelles cependant, la mention « démocratique et sociale » a pris la valeur d'une constante, ils se regroupent aujourd'hui au sein de la « Acção democrática e social » (Action démocratique et sociale).

Composé d'intellectuels, de cadres supérieurs, de propriétaires, d'industriels, ce parti jouit d'une situation fort curieuse. Il n'est pas légal, ou plutôt, il n'est pas reconnu par les autorités, le mot « légal » étant tout à fait impropre pour apprécier la situation politique dans un Etat à caractère fasciste dont le pouvoir ne connaît d'autres limites que celles qu'il veut bien s'octroyer lui-même. D'autre part, il n'est pas non plus « illégal », c'est-à-dire qu'il n'adopte pas une forme clandestine ou secrète d'organisation, ses membres étant connus des autorités dont ils ne se cachent pas d'ailleurs. Etroitement surveillés, les démocrates-sociaux se voient partout tourrés à condition de ne pas dépasser les limites très réduites au delà desquelles la police intervient, certes arbitrairement et dans le plus complet mépris des libertés individuelles, mais avec une agressivité mesurée.

A l'état présent des forces politiques portugaises, les démocrates-sociaux représentent le parti quasi légal. On a même pu voir ses représentants être recus, sans publicité, par le président de la République, l'amiral Thomaz, pour lui faire part de leur « inquiétude » devant l'irrégularité constitutionnelle de la situation portugaise, et pour attirer son attention sur une « action-métropolitaine empreinte d'impérialisme » et autres « erreurs contre lesquelles on n'a réagi que trop tard » (1).

Les pétitions adressées au chef de l'Etat, et dont les textes sont par la suite divulgués dans le pays sous forme de tracts ronéotypés, constituent avec les démarches auprès du président de la République la presque unique activité des sociaux-démocrates. Ce sont en général des cahiers de doléances fastidieux, écrits en termes rétrogrades dans un langage esotérique et châtifié qu'enlaidissent des citations latines et des proverbes français, le tout formant un ensemble difficile à digérer pour le Portugais cultivé et totalement incompréhensible pour l'homme de la rue.

Les idées qui s'en dégagent peuvent se résumer en la réclamation de la liberté de la presse, de la libre formation de partis politiques, du droit à l'association, d'élections libres au suffrage universel, ainsi qu'en la suggestion de certaines mesures économiques. Si par là les démocrates-sociaux se placent dans la position la plus irréductible, il n'en est pas de même lorsqu'ils agitent devant le régime l'épouvantail du « bolchévisme », le terme redoutable auquel aboutissent, selon eux, la politique portugaise, en cas de non-adoption des mesures de libéralisation qu'ils proposent. L'anticommunisme de principe étant la pierre angulaire et la justification suprême de la dictature salazariste, démocrates-sociaux et fascistes se trouvent d'accord pour l'essentiel. Seuls les moyens proposés sont différents.

En ce qui concerne les affaires coloniales, il n'en est pas autrement. Lorsque l'occasion se présente,

la démocratie-sociale ne manque pas de rappeler le « phénomène redoutable du terrorisme angolais » (2) ou de faire l'apologie voilée du colonialisme portugais tout en se rangeant dans l'opposition la plus intransigente du sujet des moyens à employer.

Ayant rompu, par des prises de positions hostiles au parti communiste, l'accord tacite en vigueur depuis de longues années, et selon lequel il ne devrait pas y avoir d'attaque mutuelle au sein de l'« opposition », la démocratie-sociale portugaise a rendu visiblement service au gouvernement Salazar auquel de pareilles affirmations n'ont jamais déplu, même si elles lui valent le prix insignifiant de ne pas avoir à sévir contre ceux qui exercent un « droit de pétition » si utile.

Si, en agissant de la sorte, l'action démocratique et sociale est tenue aux règles du jeu qui lui étaient dictées plus par le salazarisme que par elle-même, et a ainsi renoncé à renverser l'ordre établi, elle ne s'identifie pas moins avec ce qui pourrait constituer le programme minimum de l'« opposition ». Sans s'y engager, les démocrates-sociaux font de l'incongruité leur logique. Jusqu'en septembre dernier, époque où Salazar s'est trouvé dans l'impossibilité physique de diriger l'Etat Nouveau. Leur attitude était celle d'attendre soit le moment de pouvoir fléchir par la persuasion le refus de Salazar et de se faire accepter, voire de participer au pouvoir; soit l'opportunité, en cas d'effondrement du régime mettant aux prises le gauche et l'extrême-droite, de pouvoir apparaître comme médiateur avisé, comme parti de la réconciliation nationale qui prendrait alors le pouvoir pour diriger la gauche civile. A l'heure de la pseudo-libéralisation qui vient d'amorcer Marcelo Caetano, le successeur du vieux dictateur, la social-démocratie portugaise semble avoir déjà trouvé sa place d'opposition légitime et constructive.

L'OPPOSITION CATHOLIQUE ET LES SOCIALISTES : LES HOMMES DE BONNE VOLONTE

L'opposition catholique progressiste, bien qu'étant loin de jouir d'une influence comparable à celle de l'action démocratique et sociale, a fait du chemin depuis que, en 1953, l'évêque de Porto a défini le régime salazariste de ses critiques. Formant, au contraire de celle-ci qui dispose d'un réseau de comités éparpillés dans tout le pays, un mouvement plus fluide et sans structures d'ensemble, ses prises de position, souvent dans le style de celles des démocrates-sociaux, ont été beaucoup plus nettes et tranchées. Notamment, lorsqu'en 1959, des personnalités catholiques connues, dans une lettre ouverte élogieuse adressée à Salazar, ont formulé des accusations graves au sujet des méthodes brutales de la PIDE. Elles attirèrent l'attention sur les circonstances mystérieuses de la mort d'un ouvrier dont le corps avait été trouvé sur la voie publique, alors qu'en réalité, il s'agissait d'un prisonnier politique r-« aux arrêts peu de temps avant par la police politique.

Depuis lors, le mouvement semble progresser en sourdine dans les milieux catholiques. La fermeture par la police, en avril 1967, de l'organisation culturelle « Pragma », une coopérative de « diffusion culturelle et d'action communautaire » dans l'esprit

de l'encyclopédie « *Facem in Terris* », et l'arrestation de ses dirigeants, immédiatement accusés par la police de répandre des idées « subversives », ainsi que les accusations haineuses portées par le régime contre « les communistes qui se déguisent en catholiques » (3) ou contre « les catholiques qui trahissent la patrie en tant que citoyens et Dieu en tant que fidèles » (4), montrent combien le gouvernement estime avoir de raisons de craindre l'opposition catholique. Ce d'autant plus que certains éléments de la démocratie chrétienne portugaise ont choisi le terrain de l'action clandestine pour développer leur propagande et leur organisation. Leur journal, « *Direito a Informação* » (Droit à l'information) a été particulièrement agressif lors de la visite du Pape au Portugal, ne se faisant même pas faute d'attaquer le culte de la Vierge de Fatima — culte stimulé par le gouvernement portugais à son profit politique — qu'ils ont qualifié de « Notre-Dame de la guerre froide ».

Néanmoins les catholiques progressistes portugais ne possèdent aucun programme. Pour le moment, ce ne sont que des antisalazaristes. C'est déjà beaucoup, surtout si on songe à ce que l'Etat Nouveau n'est pas loin de la définition qu'en a donné le socialiste beige de Brouckère : « une dictature de scierie ».

Les socialistes, qui apparaissent disséminés en plusieurs petites organisations à base d'éléments intellectuels, comme le Mouvement d'Action Révolutionnaire ou l'Action Socialiste, ont une force qui semble être difficile à évaluer mais qui pour l'instant paraît d'une importance secondaire. La confiance tenue récemment par eux à l'étranger, si elle fut fertile en rapports consensuels d'intérêt, en essais de politique portugaise et internationale, ne donne guère d'indications sur le chemin qu'ils comptent suivre.

LE PARTI COMMUNISTE PORTUGAIS : UN PARTI STRUCTURE

Nul ne doute au Portugal que le parti communiste est la plus importante force qui s'oppose au régime fasciste, contre lequel il a agi longtemps presque seul. Ses militants sont nombreux et rien que dans les milieux universitaires, l'étendue de la répression policière en 1965 a montré à quel point il y était ancré et combien ses effectifs étaient importants.

En effet, c'est au rôle décisif joué par la organisation du parti communiste que l'on doit la politisation de l'université qui aboutira en 1962 à la grève de protestation des trois ensembles universitaires du pays qui s'est prolongée pendant quelques mois. Si depuis, ses actions, qui ont provoqué l'une des plus graves crises auxquelles le régime ait jamais dû faire face, la lutte des étudiants n'a pu atteindre une amplitude semblable, ceux-ci demeurent toujours au premier rang de la résistance contre le régime. Le parti communiste y est indubitablement pour beaucoup.

De même, les grandes manifestations populaires du printemps de 1962, 1963, sont essentiellement le fait du parti communiste dont l'influence s'étend sur le prolétariat urbain et rural est aussi sensible.

Actuellement, le parti communiste est confronté à des problèmes aussi graves qu'une répression accrue de la part de la FIDE, lui enlevant nombre

de cadres et de militants, la dissidence dite chinoise et un certain mécontentement interne au sujet des « méthodes de lutte ».

Pour l'essentiel, la stratégie du parti, telle qu'on la trouve dans le programme approuvé par son cinquième congrès, se résume en huit points fondamentaux : 1) la destruction de l'Etat fasciste et l'instauration d'un régime démocratique ; 2) la liquidation du pouvoir des monopoles et le développement économique général ; 3) la réalisation de la réforme agraire en donnant la terre à qui la travaille ; 4) l'élevation du niveau de vie des classes travailleuses et du peuple en général ; 5) la démocratisation de l'instruction et de la culture ; 6) la libération du Portugal de l'impérialisme ; 7) la reconnaissance et la garantie du droit à l'indépendance immédiate des peuples des colonies portugaises ; 8) l'exécution d'une politique de paix et d'amitié avec tous les peuples.

Voilà le programme minimum du parti communiste, établi en rapport avec l'analyse qu'il fait de la situation portugaise. « Le régime fasciste — peut-on lire dans le programme du P.C.P. — est la dictature terroriste des monopoles associée à l'impérialisme étranger et la grande propriété terrienne. Celle-ci est étroitement liée et subordonnée aux monopoles. La politique du gouvernement fasciste est fondamentalement dirigée contre les intérêts de toutes les autres classes et couches sociales ; le prolétariat (ouvriers industriels et salariés agricoles), qui est la classe la plus durement frappée ; les paysans (petits et moyens agriculteurs) ; les employés ; la petite bourgeoisie urbaine ; certains secteurs de la moyenne bourgeoisie ; les intellectuels. Toutes ces classes, ces couches sociales, ont un intérêt vital dans le renversement de la dictature fasciste. La lutte nationale contre la dictature fasciste est une lutte antimonopoliste et anti-impérialiste. »

Les huit points fondamentaux apparaissent donc comme la concrétisation et l'aboutissement, dans le contexte actuel, de « la grande tâche qui incombe au prolétariat portugais et à son parti, et qui consiste à mener à bien, aux côtés de leurs alliés, la révolution démocratique et nationale (...) ».

Quelle sera la forme que revêtira la révolution démocratique et nationale ? Tout d'abord, étant donné « la détermination (du régime) de résister jusqu'au bout au moyen d'une politique terroriste, cela impose une solution violente en vue de son renversement » (5).

Cette solution violente, comment s'opérera-t-elle ? L'insurrection populaire étant « le point culminant d'un mouvement de masse, vaste et opiniâtre, où les grèves et les manifestations se succéderont », il s'agit, écrit le secrétaire général du P.C.P., « d'élever la lutte à ce niveau supérieur, de multiplier alors les organisations révolutionnaires en trempant leurs cadres au cours du processus révolutionnaire et, au moment opportun, d'aider les masses à se procurer les armes nécessaires pour passer avec succès à des formes violentes d'actions populaires ». A ce moment-là, sur la base d'une organisation solidement ancrée dans les masses populaires et profondément enracinée dans les forces armées, on pourra enfin décider de l'assaut final à la forteresse fasciste, décider du moment où éclatera l'insurrection. »



Néanmoins, d'aucuns reprochent au P.C.P. de ne pas avoir pris suffisamment en considération le fait que le fascisme est en mesure de tuer facilement dans l'ouf un processus qui, au départ, présume une mobilité que les masses n'ont point, contrôlées qu'elles sont par la police. Quoi qu'il en soit, la quasi-absence de grandes actions non violentes des masses, pendant ces deux ou trois dernières années, jet de nature à provoquer quelque scepticisme au sujet d'une « escalade » à la fois politique — se centrant sur l'élargissement de l'unité des « forces allées » — et sociale — ayant comme point de départ les revendications souvent menues pour de meilleurs salaires et conditions de travail. Il y en a même qui, dans les rangs du Parti communiste ou gravitant autour de ses organisations, préconisent l'adoption de mesures d'action directe « visant non seulement à commencer le démantèlement moral et institutionnel du régime, mais aussi destinée à stimuler les masses dont le manque de perspectives révolutionnaires peut se mesurer à l'ampleur de l'émigration légale et clandestine.

Si la question de l'insurrection prête à bien des objections, la réalisation de la « révolution démocratique et nationale » n'en est pas moins à l'abri de certaines critiques. Du moins manque-t-elle de clarté : en un premier temps, le P.C.P. propose la prise du pouvoir par « un gouvernement provisoire où sont représentées les forces démocratiques et patriotiques ». La réunion ultérieure d'une Assemblée Constituante décréterait de l'organisation du futur régime. Mais le seul pouvoir provisoire — souligne le programme du P.C.P. — « n'assure pas la réalisation de tous les objectifs de la révolution démocratique et nationale ». Quant à celle-ci, on connaît la voie qu'elle ouvrira : une démocratie avancée impliquant notamment « l'élimination de la bourgeoisie la plus réactionnaire », « la nationalisation des secteurs fondamentaux de l'économie nationale », « la remise d'une grande partie de la terre à ceux qui la travaillent ». On ne sait cependant pas comment y parvenir. Encore faut-il que le système classique des alliances du P.C., s'étendant sur un large éventail qui va de la gauche aux forces de droite non salazaristes, permette de franchir les diverses étapes de ce processus. S'il est douteux que les forces bourgeoises de droite soutiennent l'idée d'une insurrection faite par les masses, il est inconcevable que la bourgeoisie « moins réactionnaire » accepte l'élection de la bourgeoisie « la plus réactionnaire » avec laquelle elle a des intérêts communs, ou qu'elle vote d'un bon œil la nationalisation des secteurs fondamentaux de l'économie ou la politique agraire proposée par le P.C. Dans ces conditions, le Parti Communiste Portugais paraît prisonnier d'une tactique et d'une stratégie qui s'excluent mutuellement.

LES COMMUNISTES PRO-CHINOIS : LE REFLET D'UN PARTI

Le courant dit « pro-chinois » des communistes portugais est né d'une scission au sein du parti communiste, laquelle peut déjà en 1964 se considérer comme un fait accompli. Tout en attaquant violemment le parti communiste, il essaiera constamment d'attirer à lui les organisations et les militants de ce parti.

Postulant le recours à de nouvelles méthodes de lutte, l'organisation lancée par ses dissidents, le « Fronte da Acção Popular » (Front d'Action Populaire), a débuté sous de bien mauvais auspices. Une bombe explosa chez un de ses membres lorsqu'il la manipulait, ce qui entraîna son arrestation et celle d'un certain nombre de ses camarades. Une tentative d'assaut contre une banque a échoué à cause du manque d'assurance de ses exécutants qui se sont fait arrêter. Finalement la liquidation annoncée tambour battant d'un indicateur de la police secrète salazariste amena l'arrestation des principaux dirigeants du F.A.P. et la désintégration virtuelle de son organisation dans le pays. Depuis le F.A.P. n'a pu survivre que dans l'émigration et pour peu de temps.

Après une assez longue période, fertile en accusations muettes et en divergences de toutes sortes, les communistes « pro-chinois » portugais ont décidé de se réorganiser au sein d'un mouvement de « comités marxistes-léninistes ». Ce mouvement préconise l'insurrection armée comme moyen de prendre le pouvoir sans avoir à passer par la phase intermédiaire de « démocratie nationale » proposée par le parti communiste et impliquant le partage du pouvoir entre plusieurs groupements politiques. Pour l'instant, les comités marxistes-léninistes s'emploient à faire, avec plus ou moins de succès, ce qu'ils ont toujours considéré comme une excuse du parti communiste « révisionniste » pour ne pas engager immédiatement la lutte armée : « gagner et organiser les communistes, former partout des comités communistes », « en vue de la « guerre du peuple », afin de renverser en même temps le fascisme et la bourgeoisie.

La voie à suivre est celle de la « ligne des masses », qui est à l'action de masse », défendue par le parti communiste, ce que la « guerre du peuple » est au « soulèvement national ». Pour remplir les tâches qui en découlent, les C.M.-L. estiment qu'« aucune forme de lutte ne doit être négligée ». Il s'agit plutôt de les combiner toutes selon le critère de l'efficacité et de la pédagogie révolutionnaires », afin d'orienter les classes travailleuses et les « classes intermédiaires » leurs alliées vers « les formes légales et supérieures de lutte politique et de lutte politico-militaire ».

Malgré le ton vitupératif pris à l'égard des communistes « révisionnistes », il nous semble le plus souvent entendre, dans les propos des C.M.-L. l'écho du propre programme du Parti Communiste Portugais. En fait, les vrais points de discordance ne sont fondamentalement qu'un nombre de deux. Au point de vue de l'insurrection, le P.C. la fait dépendre de la condition préalable du « mûrissement de la crise révolutionnaire et de la création d'une situation insurrectionnelle », tandis que les C.M.-L. paraissent accepter l'idée que ces conditions sont déjà acquies et en quelque sorte permanentes. En ce qui concerne la prise du pouvoir, le P.C.P. œuvre dans le sens de la création d'un gouvernement provisoire de coalition, tandis que les C.M.-L., en dernière analyse, prétendent, sans détour, s'emparer seuls du pouvoir.

En pratique, si le P.C. se tourne toujours vers les actions de masse, pour petites et peu importantes



qu'elles soient le plus souvent, mais en contrepartie, se montre peu disposé à entreprendre des formes plus radicales de lutte, les C.M.L. ne réussissent ni les unes, ni les autres, se cantonnant plutôt dans la simple activité de propagande, surtout dans les milieux intellectuels de l'émigration. Leur presse est bien le reflet de ce détachement progressif de la réalité portugaise, qui passe volontiers sous silence la situation et la lutte des classes travailleuses pour se consacrer de préférence à certaines questions internationales ou à une réflexion politique abstraite.

PERSPECTIVES

L'attaqué-éclair contre la Banque du Portugal ne pouvait manquer de mettre en lumière les faiblesses d'une opposition moribonde et incertaine qui n'en était pas encore revenue lorsque, le 17 septembre 1967 un autre commando s'est infiltré dans le quartier général de la troisième région militaire, réussissant à s'emparer d'un important stock d'armes.

Les auteurs de ces deux coups de main s'étaient entre-temps fait connaître par un tract qui fut distribué dans le pays. Ce tract, émanant de la « Liga de União e Acção Revolucionária » (Ligue d'Union et d'Action Révolutionnaire), affirmait que celle-ci n'est pas un parti politique de plus, se consacrant dans des querelles stériles ou s'embourbant dans le sectarisme, mais bien « une organisation pour l'action » ouverte à « tous ceux qui désirent détruire les armes à la main le régime infâme de Salazar ». Le LUAR qui repousse comme inutile toute activité d'endoctrinement politique et condamne toute polémique entre les organisations antifascistes, y ébauche en quelques mots ses objectifs : établir un ordre démocratique ; éliminer le parasitisme des magnats ; mettre fin « aux causes économiques et sociales qui sont à l'origine de l'antagonisme des classes » ; structurer une société plus juste au point de vue humain.



Si un manifeste aussi contradictoire que celui-ci ne donne en fin de compte aucune indication qui permette de mieux juger la LUAR, un fait est pourtant certain, surtout si celle-ci continue à harceler l'Etat salazariste : l'opposition portugaise ne pourra plus vivre comme elle l'a fait jusqu'à présent.

Dans un délai plus ou moins court, l'opposition de gauche se verra obligée de revoir ses positions, ses méthodes d'action, et à étudier les modalités d'un nouveau regroupement des forces, sans quoi elle risque de perdre son influence auprès de vastes secteurs de la population et la confiance que lui accordent ses propres militants.

D'un autre côté la LUAR ne formant pas un parti politique et n'étant appuyée par aucun parti politique, court elle aussi le risque de disparaître. En dernière instance, sa survivance dépendra de sa capacité à se rénover, mais ceci implique un contact avec les masses qui est en contradiction avec son caractère hautement secret. A moins de former son propre parti, parti dont on ne peut prévoir l'orientation, la LUAR serait autrement utile si elle s'intégrait dans un ensemble plus vaste, constitué par toutes les forces vraiment intéressées à renverser la dictature de Salazar. Elle pourrait alors occuper la place qui est vraiment celle qui lui revient, et devenir l'organisation armée des forces antifascistes portugaises. Pour l'instant la LUAR est surtout un correctif puissant aux peccadilles et aux bévues de tous ceux qui se sont montrés jusqu'à présent incapables de lutter courageusement, mais n'en sont pas pour autant exempts d'une incertitude qui parfois touche à la routine.

Le grand problème de l'opposition portugaise est celui exprimé dans le « Durfen Wir sigen ? » de Lénine. En effet, la résistance portugaise est-elle capable de vaincre ? Ou est-elle vaincue ?

N'étant pas su, ou n'ayant pas pu, profiter d'une situation aussi tranchée que celle qui se présentait sous Salazar, les antifascistes portugais ne verront certainement pas leur tâche facilitée par les vagues promesses de libéralisation faites par Marcelo Caetano, le nouvel homme fort portugais.

(1) Cf. le communiqué remis à la presse par MM. Azevedo Gomes, Acacio de Gouveia et Eduino de Figueiredo à la suite des entretiens avec l'amiral Américo Thomaz le 16 février 1961.

(2) Voir pétition adressée au Président de la République le 12 juin 1967.

(3) Cf. l'allocution prononcée le 29 juillet 1965 par M. Castro Fernandes, président de l'Union Nationale, le parti unique qui appelle Salazar.

(4) Cf. *Diário da Manhã*, Lisbonne, le 12 août 1965.

(5) Cf. « Rapport au Comité Central » du secrétaire général du Parti, Alvares Cunha, avril 1964, page 126.

PORTUGAL: FINANCER SA RECONVERSION

Il est extrêmement rare de trouver dans la littérature révolutionnaire internationale des références à la situation de la lutte des classes au Portugal. Mis à part quelques communiqués d'organisations se réclamant d'un anti-fascisme obtus, les luttes de la classe ouvrière portugaise et des secteurs estudiantins les plus avancés sont totalement inconnues. C'est la raison pour laquelle nous avons jugé utile de donner dans les limites de quelques pages, une idée générale de la phase actuelle de ces luttes et son impact croissant dans la réalité sociale portugaise.

Il y a lieu, tout d'abord, d'indiquer sommairement les étapes les plus marquantes du développement capitaliste au cours de ces dernières années. Après une longue période de "conditionnement industriel", de stabilisation relative des prix et de blocage, voire de diminution, des salaires - période qui débute avec l'intervention financière étatique, qui caractérisa l'avènement de Salazar (coup d'état du 28 Mai 1926), et qui se prolonge, grosso modo, jusqu'à la 2ème guerre mondiale - le capitalisme portugais a commencé à poser dès la fin de la guerre les premiers jalons d'une industrialisation timide, mettant à profit les réserves accumulées pendant la guerre (fournitures diverses aux différents belligérants, notamment des minerais rares; hausse des prix des produits coloniaux, etc). La décennie de 50 a vu la lente installation de l'infrastructure industrielle sous la direction du capital financier, en liaison étroite avec le capitalisme international. Vers les débuts des années 60 - avec le déclenchement des guerres coloniales (Angola, 1961), agissant comme un coup de fouet - le processus est entré dans un rythme accéléré, très vite renforcé par les devises apportées par les touristes et envoyées, notamment de France, par les travailleurs émigrés (dont le nombre s'est élevé, pour la France seule, à plus de 300.000). Ces deux apports s'élèvent à l'heure actuelle à plus de 400 millions de dollars par an. L'afflux de capitaux étrangers, attirés par les bas salaires et par le faible taux d'imposition, n'a pas manqué de contribuer à la restructuration de la production et du commerce extérieur. La part du produit agricole dans le Produit National Brut descend à 25 pour-cent en 1960 et peut-être à 15 pour-cent à l'heure actuelle; de même la part des produits manufacturés dans l'exportation passe d'un tiers en 1954 à deux tiers en 1966. Le PNB a fait un bond de 150 pour-cent depuis 15 ans.

La demande en matière de main-d'oeuvre tant soit peu spécialisée et le dépeuplement des campagnes (par l'émigration et le service militaire, la population agricole passe de 50 pour-cent en 1950 à 40 pour-cent en 1960 et ne doit pas dépasser 25 pour-cent en 1970) aboutissant au déblocage des salaires; dans la région de Lisbonne, les salaires industriels ont augmenté de plus de 70 pour-cent de 1958 à 1965; dans les campagnes le salaire moyen a augmenté de 175 pour-cent en 10 ans. Seules les réserves monétaires et les investissements industriels ont permis jusqu'à présent de garder un certain contrôle sur un processus inflationniste.

RESORBER LES "CONFLITS..."

Grâce à ces différents apports, la balance des paiements est devenue régulièrement bénéficiaire depuis 1965, au moment même où les exportations augmentent plus vite que les importations. L'extinction progressive des zones d'autosubsistance, la liquidation des secteurs les plus arriérés de l'agriculture, se poursuit à un rythme accéléré. On assiste notamment au remplacement des vieilles productions céréalières par la production de fruits et de légumes (tomates) et le reboisement (pour l'industrie de la pâte à papier); la mécanisation et les ouvrages d'irrigation se font avec la participation massive de l'Etat. Simultanément des industries de base s'implantent dans les régions de Lisbonne-Sétubal, Porto-Braga, Aveiro-Coimbra: sidérurgie, métallurgie, automobile (montage), chantiers navals, chimie et pétro-chimie, électronique, pâte à papier, plastiques, etc. Par contre, le textile (employant le plus gros contingent de main d'oeuvre - 125.000 ouvriers - dans des entreprises de faible taille), les conserves de poissons, le liège, etc., périclitent.

Dans une période relativement courte, la classe ouvrière est devenue plus du tiers de la population active, soit bien plus d'un million de travailleurs. Son âge moyen est de moins de 30 ans et son recrutement met côte à côte - dans une sorte de "mélange explosif" - des ouvriers de familles prolétariennes et des travailleurs récemment émigrés de la campagne où ils formaient l'énorme armée combattive des prolétaires ruraux (75 pour-cent de la population agricole) avec de fortes traditions de lutte (grèves victorieuses pour les 8h de travail en 1962).

Il convient de rappeler que cette classe s'est formée en dehors de toute institutionnalisation syndicale et politique, et que l'absence de syndicats - voulue à l'époque par la classe exploitée - a amené le prolétariat à chercher et à développer ses forces propres de lutte, et à se donner des embryons d'organisation autonome. Une des questions essentielles avec laquelle nous sommes confrontés est donc de savoir comment se placent ce prolétariat industriel et ses luttes dans le contexte politique, économique et social portugais.

Il va de soi que l'évolution récente de l'implantation capitaliste au Portugal n'est pas sans entraîner les groupes dominants dans de multiples contradictions. La situation actuelle doit être caractérisée comme une crise de reconversion et d'adaptation à de nouvelles modalités d'extraction et de réalisation de la plus-value, crise qui se déroule avec tout un cortège de "conflits sectoriels", de difficultés aussi bien au niveau des différentes régions qu'au niveau des différentes branches. Etant donné le lieu secondaire et le rôle de "relais" que la bourgeoisie locale tient par rapport au grand capital international, le développement récent du Portugal est d'une extrême fragilité: la structure du marché mondial impose qu'une partie importante de la plus-value soit réalisée à l'intérieur des frontières (d'où l'importance qu'est en train de gagner l'idéologie du "marché interne") et dans les territoires sous domination coloniale ("espace commun portugais"). Le déclenchement des guerres coloniales a eu pour conséquence une "mise en valeur" effrénée des ressources des colonies, frénésie à laquelle participent en grande échelle les capitaux internationaux: en Angola surtout, on assiste à l'heure actuelle à une véritable "ruée" qui est en train de faire sortir du néant des usines, des puits de pétrole, des routes et des chemins de fer, etc; au Mozambique, on vient enfin d'adjuger le projet du plus grand barrage du monde (Cabora-Bassa). Et l'on peut penser que le capitalisme portugais essaie de se donner ici un "supplément" d'accumulation primitive afin de financer - dans la métropole - une reconversion totale (accroissement, diversification, rationalisation) de la production qui lui permettrait, ultérieurement, d'envisager une solution néo-coloniale en conditions favorables de concurrence avec les monopoles internationaux dans ces marchés sur lesquels il ne détient plus le même contrôle (politico-administratif).

Cette issue à la guerre dépend, bien entendu, de la capacité des mouvements nationalistes à imposer une solution militaire (ce qui - à part en Guinée - demeure très improbable, en tous cas à court terme), mais elle dépend aussi de l'accroissement de la puissance des couches bourgeoises blanches "angolaises" et "mozambiquaines" qui auront certainement le soutien de l'Afrique du Sud et de la Rhodesie dans une tentative de sécession blanche en cas de "negociation" entre le gouvernement de Lisbonne et les nationalistes noirs. Le cas de la Guinée dite portugaise est différent - ici la victoire militaire et politique apparaît déjà comme probable.

Cette évolution de l'infrastructure productive a impliqué une redéfinition des structures politiques. La mort politique de Salazar et l'avènement de Caetano n'ont fait que mettre à nu et accélérer un processus déjà amorcé du "vivant" du vieux dictateur. Tandis que Caetano a commencé à faire venir à lui tout un secteur de technocrates "libéraux" (où la démocratie-chrétienne joue un rôle non négligeable: M. Selgueiro, secrétaire à la planification; M. Martins, secrétaire à l'industrie; voir M. Pintado, secrétaire au commerce, ancien conseiller de la puissante banque portugaise), le nouveau gouvernement s'est donné pour tâche d'installer, au moyen d'une "libéralisation" soigneusement mesurée, un cadre institutionnel capable de résorber les "conflits" présents et ceux que la bourgeoisie sent déjà venir. En effet la classe dirigeante a devant soi non plus une classe ouvrière numériquement faible et disséminée dans une multitude de petites unités comme en 1926, ou même il y a 20 ans, mais une classe ouvrière jeune et combative, sans qu'entre les deux prennent place ces "interlocuteurs valables" dont le patronat a besoin pour résoudre les problèmes de la "planification" (planification de la main d'oeuvre et des salaires notamment) et pour éviter que les "conflits" ne "dégénèrent en guerre de classes.

...REPLACER LA REPRESSION SAUVAGE...

De l'avis de la Chambre Corporative sur la nouvelle loi des syndicats (juin 1969):
"...Nous sommes toujours dans la même situation à savoir: un nombre réduit de syndicats efficaces la dissémination des travailleurs dans une multitude de petits organismes qui ne réussissent pas à se doter de dirigeants à la hauteur des fonctions ni de services compétents, enfin, qui ne jouissent pas parmi les travailleurs du prestige

dont ils ont besoin - car ils n'ont pas la capacité de résoudre les problèmes de ceux qu'ils représentent ni n'apparaissent aux yeux des organisations patronales comme des interlocuteurs valables, puisqu'il est connu que même si le dialogue pouvait être intéressant ce n'est pas dans le syndicat que réside le centre de décision (...) la manque de confiance des travailleurs dans leurs syndicats donne parfois lieu à ce que leurs intérêts, leurs aspirations, s'expriment d'une façon indisciplinée, débordant le syndicat (sic) en se présentant sous la forme de groupes solidarisés par les nécessités communes et qui peuvent être facilement amenés vers de pures activités de revendication que l'on ne saurait admettre..."

Du Président du Conseil, sur la même question:

...Le problème est maintenant de savoir si ces associations (les syndicats) doivent avoir lieu à l'intérieur de l'Etat ou bien à l'extérieur, c'est-à-dire, vraisemblablement contre lui..."

Les organes corporatifs (d'inspiration musolinien ne) ont fait leur temps depuis belle lurette. Il est donc tout à fait faux de prétendre se référer, aujourd'hui, à la réalité sociale portugaise en termes de "fascisme", concept opaque et immobile, dont l'utilisation ne rend pas compte de l'évolution de la société portugaise et donc des contradictions réelles de la période présente. De même, les "analyses" de la section portugaise de la bureaucratie stalinienne (PCP), en caractérisant la situation actuelle comme un "salazarisme sans Salazar", sont des formules vides qui ne cachent plus une politique de collaboration de classe: le PCP en est à parler de "révolution démocratique nationale" et à réclamer des "élections honnêtes" dans le respect de la légalité de la Constitution de 33 "(élaborée, soit dit en passant, entre autres, par l'actuel Président du Conseil, et votée... on sait comment!).

Lorsque nous rechassons avec la plus grande vigueur la théorie (?) du "front anti-fasciste", nous n'oublions pas le caractère violemment policier du régime portugais: la répression a été et demeure brutale, mais elle est devenue depuis des années de plus en plus sélective, visant beaucoup plus à isoler les "irré récupérables" (quelques permanents du PC, des militants "pro-chinois" du FAP et des activistes de la LUAR, ainsi bien entendu que quelques animateurs

ouvriers ou ruraux qui se sont mis à la tête de mouvements de grève ou de protestation) qu'à "frapper tout un peuple" comme le prétendent les professionnels de l'anti-fascisme. La preuve en est donnée par la libération ces derniers temps de tous les "démocrates" (socialistes, chrétiens, etc), voire de quelques permanents du PC. Cette "sélectivité" est bien indiquée par ce fait qu'au moment même où l'opposition traditionnelle jouit de la liberté de tenir ses assises publiques amplement décrites dans la presse, et s'apprête à présenter des candidats aux législatives de novembre prochain, la PIDE poursuit sans pitié les membres de la LUAR, auteurs de quelques coups de main réussis (la PIDE a assassiné l'étudiant Daniel Teixeira, de la LUAR, et demandé l'extradition, auprès du gouvernement espagnol, de Eduardo Cruzeiro et de Inacio Palma, arrêtés en Espagne; ce dernier qui est le chef de cette organisation, venait d'être condamné à 15 ans de prison plus des "mesures de sécurité", c'est-à-dire à la perpétuité, pour le "hold-up" de la banque du Portugal à Figueira da Foz, mais il avait réussi à s'évader pour se faire arrêter à nouveau en Espagne le 25 juin 69) (1). Bref, pour fermer cette parenthèse sur le caractère policier du régime portugais, on doit enregistrer et tirer les conclusions qui s'imposent du fait que le ministre de l'intérieur a pu se vanter récemment qu'il n'y avait que quelques 120 ou 150 prisonniers politiques au Portugal à l'heure actuelle !

... et "engendrer ses propres fossoyeurs"

Il faut donc se rendre bien compte que, depuis déjà des années, le gouvernement portugais s'efforce - avec succès - de remplacer la répression sauvage et indiscriminée par un système de contrôle, de pré- et auto-répression, auquel les démocraties occidentales n'ont rien à envier. Les intellectuels - qui pourtant fournissent partout une part importante des victimes de la répression - jouissent à l'heure actuelle d'un statut relativement privilégié qui les met pratiquement à l'abri de l'arbitraire policier: le "délit d'opinion" en tant que tel n'est pratiquement plus puni; la censure, de son côté, relâche ses mailles et restreint au minimum le nombre des questions tabou.

Au-delà des campagnes plus ou moins démagogiques et pleurnichardes en faveur de l'amnistie, de la liberté d'expression, etc, l'opposition traditionnelle (PC inclus) et le secteur "libéral" de la bourgeoisie sont déjà d'accord sur un premier point: la nécessité de

créer, le plus vite possible, des syndicats dans lesquels les travailleurs pourront "se faire entendre" par la voix de leurs "représentants légitimes", faute de quoi... des explosions "gauchistes", "anarchistes", auront lieu.

En effet, depuis juin 1968, vu l'étroitesse de l'espace qui sépare, dans ce contexte, l'"économique", du "politique", de telles "explosions" se succèdent sans cesse, dans les principaux centres industriels. Dans cette courte période, des dizaines de mouvements de grève et de revendication se sont déclenchés, dans les grandes et moyennes entreprises industrielles ainsi que dans les services. Le coup d'envoi a été donné le premier juillet 68 lorsque les employés des transports urbains de Lisbonne (tramways et autobus) se sont mis en grève pour une augmentation de salaires (ils demandaient 5FF ou 50 FB d'augmentation par jour).

Devant la répression policière qui les force à évacuer un dépôt occupé, ils trouvent de nouvelles formes d'action qui se rapprochent de la grève-active: pendant quelques jours ils refusent de faire payer les usagers. La population prend ainsi rapidement connaissance du mouvement et lui manifeste sa solidarité. Devant la menace de l'élargissement du mouvement (au métro, à la compagnie privée de transports Eduardu Jorge) le gouvernement força la direction anglaise, concessionnaire, à céder une augmentation de 3,5 FF par jour. Depuis ce sont les postiers et les cheminots; ces derniers exigent de fortes augmentations de salaires et, parmi d'autres revendications, ils demandent que "tous les textes officiels les concernant (décrets, lois, circulaires, etc) soient écrits dans un vocabulaire qu'ils puissent comprendre".

L'augmentation moyenne obtenue par les cheminots fut de 16 pour-cent (indirectement proportionnelle aux salaires). Ajoutons encore que les syndicats officiels ont été laissés totalement à l'écart de ces mouvements, aussi bien par les travailleurs que par l'administration.

En février 69 le mouvement passe à la métallurgie et à l'automobile. La FORD et la GENERAL MOTORS font grève avec des tentatives d'occupation; l'agitation gagne les chantiers navals de PARRY & SON et LISNAVE; dans ce dernier, appartenant au plus puissant groupe portugais - la CUF - la direction cède aussitôt afin d'éviter l'élargissement aux autres branches du "holding" (plus de 50.000 ouvriers); des grèves dures ont lieu chez COVINA (vitres, dépendant de St-Gobain) et à la SOREFASE (constructions métallo-mécaniques avec

des capitaux français également). Dans l'ensemble
prés d'une centaine d'entreprises sont touchées
par l'agitation: le patronat tend à céder, souvent
sous la pression du gouvernement lui-même, et la
répression n'est pas brutale. Drôle d'Etat "fas-
ciste" qui parle déjà (par les voix des ministres
des Corporations, c'est-à-dire du Travail,
et de l'Intérieur) de grèves justifiées, allant
jusqu'à accuser certains patrons d'"égoïsme"
ou d'"incurie"; ceci dans un pays où la grève
est interdite par la loi!

Le plus important à retenir de tout cela
c'est la remarquable combativité de cette jeune
classe ouvrière. Dans la grande majorité des
cas, les ouvriers se sont auto-organisés, mais
les luttes récentes ne laissent les organes
dont ils ont eu besoin. Il serait évidemment
prématuré de parler d'une classe auto-organi-
sée: en tant que classe, le prolétariat portu-
gais reste en effet à s'organiser, mais les lut-
tes récentes ne laissent plus de doutes quant
à sa volonté et à ses capacités. Il n'en reste
pas moins que, si les luttes actuelles sont
une école pour la masse des ouvriers, il est
en train de se constituer parmi elle une frac-
tion "aristocratique" qui risque de servir
de relais à l'implantation et au renforcement
des différentes organisations réformistes.
On assiste aussi à la naissance de tout un tas
"d'avant-gardes" prêtes à... prendre la direction
du prolétariat dans le syndicalisme institu-
tionnalisé et dans la voie électorale, comme
ils l'auraient fait il y a seulement dix
ans. La généralisation de la critique du
réformisme par les militants forts d'autres
expériences (Mai-Juin 68), la radicalisation
déjà amenée par la lutte elle-même, rendront
l'opération plus délicate encore.

LE "MAILLON FAIBLE" ?

Il est important de parler ici de l'in-
fluence que le mouvement de Mai a eu parmi la
jeunesse étudiante portugaise. Ce mouvement
étudiant, encore plus marqué par son origine
de classe qu'un France, est dans une phase de
croissance: à l'augmentation des effectifs (le
secondaire a triplé en 10 ans; le supérieur a
doublé) a correspondu un "saut qualitatif".
Après quelques forts mouvements d'essence
corporatiste jusqu'au mois de novembre 68, le
mouvement perd cet aspect pour commencer à se
radicaliser.

De petits groupes, encore sans liaison organique, se créent par-ci, par-là, posant le problème de l'action politique et commençant même à agir: manifestations contre la guerre coloniale, à Lisbonne, à Porto. Les journaux et les livres sur Mai, circulent beaucoup, on diffuse tout ce qui arrive de Paris; la bourgeoisie, le PCP parlent "d'imitation de l'étranger", de "snobisme", le gouvernement de "propagande anarchiste". Actuellement, la lutte de la classe ouvrière continue. Des grèves récentes ont eu lieu chez FIAT et VOLKSWAGEN. A Coimbra, l'Université est fermée par la police à la suite des manifestations de rue qui ont fait 5 blessés dont un très grave. La classe dirigeante essaie par tous les moyens de rendre au peuple confiance dans le système, les élections sont à revaloriser. Dans un pays où pendant 40 ans les élections (même bourgeoises) ont été inexistantes, ce sont maintenant la "opposition" et le gouvernement qui, ensemble, veulent y faire croire.

Mais le capitalisme portugais est noyé dans une multitude de problèmes; comment demander aux gens qu'ils aient confiance dans un système incapable de résoudre la plus grave question de la société portugaise actuelle: la guerre coloniale? C'est ici qu'il faut faire éclater les contradictions de la classe dirigeante, c'est sur la base de ce "maillon faible" que la lutte des étudiants tend à rejoindre la lutte de la classe ouvrière.

Certains sont peut-être au courant par les dépêches des journaux, de la lutte en cours à l'Université de Coimbra (8.500 étudiants), mais ce qui est systématiquement caché, c'est la radicalité des actions menées par la masse des étudiants. Alors que les dirigeants des associations - depuis celles influencées par la social-démocratie jusqu'à celles où dominent les tendances "maoïstes" s'accrochent jusqu'à l'ennui aux thèmes d'autonomie universitaire, de réforme de l'enseignement, pour une "université nouvelle", etc. la base a débordé dans l'action. Ces mots d'ordre en bousculant le président de la République et en le traitant de fils de p...; en affrontant physiquement les forces répressives et en obtenant la libération des camarades arrêtés; en instaurant un régime d'assemblée générale permanente dans les Facs occupées, enfin, en boycottant les examens à une écrasante majorité (95 pourcent); le président de la vétuste Association Académique de Coimbra ne pouvait pas avouer plus clairement: "...Cette crise nous a surpris dans une

période d'organisation...les structures mêmes de l'AAC étaient encore dans cette phase initiale. La crise a fait sauter tout ça...

L'AAC a cependant réussi à donner des mots d'ordre et à diriger le mouvement, encore qu'imparfaitement ce qui fait qu'il y a eu... certains conflits de positions, et une interprétation incorrecte des compétences des différentes structures..."

Quand à la nature de ces conflits et de ces "interprétations incorrectes", notre brave président nous renseigne de nouveau à merveille: "Nous les dirigeants de l'AAC, nous avons été accusés...de nous limiter à une action trade-unioniste..." On ne saurait mieux dire!

Le même document de la "commission pro-association de la Fac de Médecine de Lisbonne" rapporte sans se rendre compte du changement qualificatif que de tels faits ont introduit dans la nature même de la lutte dans l'université-que dès les premières heures de l'occupation...il y a eu des meetings dans les couloirs et des étudiants que l'on n'avait jamais vus dans l'action montaient sur des chaises et discutaient des événements". Il est également signalé la participation massive des étudiants.

Ce seul fait en dit long sur ce qui sépare le mouvement actuel des souvenirs mystificateurs des luttes de 1956 et de 1961-62, entretenus par les dirigeants réformistes des associations!

UN FOSSE PLUS PROFOND ENCORE sépare les actions actuellement en cours dans les Lycées et les Ecoles Techniques des timides tentatives organisationnelles de 61-62, même si le Mouvement Associatif des Etudiants de l'Enseignement Secondaire de Lisbonne (MAEESL) se réclame de la "tradition". Cela n'empêche que le dernier numéro de leur petit journal (Mai 1969) constitue véritablement une bouffée d'air frais dans toute cette littérature! Alors que le président de l'AAC en est à se défendre des accusations d'"anarchie" et de "néguativisme", et à demander respectueusement l'autonomie de l'Université, les jeunes élèves des lycées et des Ecoles Techniques ont déjà compris que la critique de l'enseignement n'est qu'un moment de la contestation globale du système. Et lorsqu'ils publient le manifeste de la SEX-POL (W. Reich) et accordent la moitié de leurs pages à la dénonciation de la répression quotidienne à l'école, et en particulier celle que subissent les filles, ils laissent loin derrière eux le "corporatisme" des dirigeants des associations étudiantes.

D'ailleurs, la police sait faire la part des choses qui commence à arrêter depuis quelques temps plusieurs lycéens !

UN SILENCE PUDIQUE CONTINUE TOUTEFOIS A ENTOURER LA QUESTION DE LA GUERRE COLONIALE.

Mais le gouvernement, en menaçant déjà d'envoyer au front les "contestataires", se chargera malgré lui de créer une dynamique qui poussera inexorablement les jeunes vers une résistance à la guerre coloniale de plus en plus active, dans la ligne des manifestations de rue déjà menées par les étudiants de Lisbonne ces derniers temps. C'est sur cette base que tend à avoir lieu la liaison des jeunes étudiants avec les travailleurs dans un front commun contre le système.

QUELQUES STEGES, PAS LE POUVOIR !

IL EST DONC TEMPS D'ESSAYER DE TIRER QUELQUES CONCLUSIONS générales de cette situation et d'en finir, à la fois, avec les thèses de ceux qui soutiennent que le gouvernement Caetano n'est que la continuation pure et simple du "salazarisme" et se refusent à apporter le moindre changement à l'idéologie d'un "front national anti-fasciste", bien entendu introuvable; et avec les agissements de ceux qui se sont déjà installés dans la "libération" et tiennent publiquement leurs assises ultra-réformistes au congrès de Aveiro (mal dernier), en attendant de se présenter aux prochaines législatives dans l'espoir que le gouvernement leur abandonnera une demi-douzaine de sièges et quelques libertés toutes formelles !

LE PROBLEME NE SE POSE DONC PAS EN TERMES DE "LIBERALISATION" OU "PAS DE LIBERALISATION", mais bel et bien en termes de lutte de classes. Le seul front anti-gouvernemental possible est donc le front anti-capitaliste, c'est-à-dire celui qui existe déjà en puissance à partir du moment où la classe ouvrière a commencé à se battre sur son terrain-la lutte contre l'exploitation-et à se donner des formes d'auto-organisation dans lesquelles les vieux appareils de l'"opposition" n'entrent pratiquement pour rien; et que, de leur côté, les élèves et étudiants se sont mis en action, depuis la grève de décembre 68 à Lisbonne jusqu'à la lutte actuelle de l'Université de Coimbra, sur des positions d'une radicalité qui les mettent directement aux prises avec les fondements du régime capitaliste.

Il va sans dire que l'immobilisme électo-

-raliste de l'opposition traditionnelle - des "libé-
raux" au PC - est à l'heure actuelle le meilleur
atout dont Caetano dispose pour maîtriser la situa-
tion extrêmement critique du capitalisme portugais
dans la présente période.

C'est dans ce contexte que les minorités les
plus radicales sont appelées à se regrouper, et à
soutenir et faire connaître les formes organisation-
nelles autonomes que le prolétariat s'est déjà donné-
es, de façon à ce que celles-ci s'élèvent, de radica-
lisation, jusqu'à sa pleine réalisation. Le problème
de la liaison des minorités plus radicales avec l'en-
semble de la classe, sur la base de la lutte, est
déjà à l'ordre du jour.

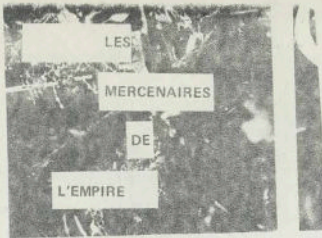
Les conditions générales du dépassement révolu-
tionnaire du système capitaliste mûrissent chaque
jour à l'échelle mondiale.

Au Portugal, de par ses conditions spécifiques,
de par l'extrême exaspération des contradictions de
la société, le prolétariat portugais sera bientôt
appelé à assumer ses tâches historiques.

A H R S

J.N. VLAELINGCK

(Le Point, oct. 1969)



UN VIEIL IMPERIALISME

Les gouvernants actuels du Portugal se plaisent à dire que leurs ancêtres ont été les premiers impérialistes européens en Afrique; en cela du moins ils disent vrai. Ils y sont venus il y a très longtemps; et ils y sont venus d'une manière qu'ils n'ont ni oubliée, ni abandonnée. En 1482 ils ont construit un château sur la Côte de l'Or (l'actuel Ghana) et ils ont ordonné le hameau du chef qui essayait de les arrêter.

En 1483 ils ont posé le pied sur la terre des royaumes africains qui devinrent plus tard l'Angola et ils se sont livrés presque aussitôt à la traite des esclaves. En 1498 ils ont parcouru la côte orientale d'Afrique et, à nouveau, presque immédiatement, ils se sont livrés au pillage et à l'incendie des villes prospères qu'ils y ont trouvées: Kilwa, Mombasa, Brava et d'autres. Plus tard, ils ont pénétré dans le Mozambique, le long de la vallée du Zambeze, et ils ont envahi et détruit, les uns après les autres, d'autres royaumes africains, parmi lesquels le vénérable empire du Monomatapa dont les ancêtres avaient gouverné le Grand Zimbabwe. Pendant cent ans, jusqu'à 1650, ils ont combattu et pillé l'ouest de l'Angola. Ils ont étendu la traite des esclaves à de vastes régions de l'intérieur. Ils ont envoyé des colonisateurs qui se sont emparés d'immenses étendues de terre. Le seul grand service qu'ils ont peut-être rendu à l'Afrique — celui d'y avoir apporté, à travers l'Atlantique, des plantes américaines vitales comme le maïs, le manioc et la patate — a été une simple question de hasard et de convenance.

A part cela ils n'ont rien apporté en échange de la richesse africaine si ce n'est la superstition, l'alcool fort et un préjugé racial plus fort encore.

Pendant presque quatre siècles, jusqu'aux années 1850, n'ont été présents en Afrique que quelques mille soldats et colons voraces, trafiquants d'esclaves et administrateurs, dont les colonies et les garnisons couvraient presque toutes les côtes de l'Angola et du Mozambique. Beaucoup d'entre eux menaient une vie misérable d'ambitions et de rivalités violentes pour les dépouilles de "l'empire". Déjà en 1880, leurs "centres gouvernementaux" étaient tombés dans une telle décadence qu'ils s'étaient transformés en un objet de pitié et de mépris de la part des autres Européens qui les voyaient. Par exemple, en 1812, un chirurgien de la marine britannique, nommé James Prior, débarqua dans l'île de Mozambique, qui était alors la "capitale" des Portugais au Mozambique. Il trouva là un gouverneur qui se flattait de porter le nom ronflant de dom Antonio Manuel de Mello Castro e Mendoza. Mais la résidence officielle de ce monsieur ressemblait "bien plus à un vieux magasin qu'à la maison de premier personnage de la colonie. Nous avions été attirés vers cet endroit — raconte Prior dans ses mémoires — par un bruit de boules de billard et des éclats de voix confus, ce qui, au commencement, nous avait fait penser qu'il s'agissait d'une taverne ou d'un tripot." De toute façon on dit de dom Antonio qu'il avait

IL Y A QUELQUE chose de terriblement absurde dans le colonialisme portugais des années 60. Voilà un des pays les plus pauvres de toute l'Europe, dont presque la moitié de ses dix millions d'habitants sont des paysans pauvres, privés de toute éducation réelle ou de possibilité d'accès au monde moderne, qui insiste sur son droit de gouverner des territoires africains qui sont presque vingt fois plus grands que la métropole. Voilà une "mission civilisatrice" qui est menée au nom d'un peuple qui est lui, depuis 42 ans, soumis à une dictature militaire et fasciste. Voilà les termes ronflants d'"héritage sacré européen" réduits, dans la pratique — en Angola, en Guinée-Bissau, au Mozambique — à l'affreuse misère du travail forcé, à des salaires de famine, au mépris organisé de l'homme africain, à une répression policière et militaire acharnée. Et enfin, voilà un système colonial qui prétend n'être influencé par "aucune espèce de discrimination" mais qui dans ses lois, sa conduite et ses attitudes journalières considère 99,5% de ses "sujets africains" (et peut-être même que le pourcentage est plus élevé) comme des "primitifs" incapables à la "civilisation". Et cela après les "bienfaits" de cent ans de gouvernement colonial portugais et de 500 ans de "présence portugaise".

Absurde, oui, mais pour les douze millions d'Africains qui sont dans les griffes du Portugal impérialiste, la plaisanterie manque de sel. Pour eux, le gouvernement de Portugal, cela signifie une barrière brutale, non seulement contre tout progrès véritable dans le monde moderne, mais aussi une dégradation quotidienne des aspects les plus simples de la vie. Aussi, dans un sens plus large, l'action de la dictature portugaise prend-elle la signification d'un puissant soutien et, d'une certaine manière, d'un soutien décisif à toute la structure de suprématie blanche dans le sud de l'Afrique. Il est aujourd'hui plus évident que jamais, malgré toutes les logorrhées patriotiques de Lisbonne, que les Portugais en Afrique sont les mercenaires et la chair à canon de tous ceux qui, dans le monde entier, ont l'intention de "maintenir les choses telles qu'elles sont" et "les Africains à leur place" et, parmi ceux-là, l'Afrique du Sud blanche vient en tête.

C'est pourquoi cela vaut la peine d'examiner comment tout cela est arrivé et quelle est exactement la situation des Portugais, actuellement.

En Guinée (Bissau), les forces armées patriotes combattent leurs attaqués contre les troupes coloniales portugaises.

dans le sud, le nord et l'est du pays. Dans le même temps elles étendent leur offensive jusqu'à Bissau, principal

repaire des colonialistes portugais en Guinée (Bissau), et portent de rudes coups à l'ennemi.

détachement de guérilleros des forces armées patriotes de Guinée (Bissau).



amassé une fortune d'environ 80.000 livres grâce à son emploi. En résumé, l'"empire" n'avait plus rien à voir avec la "civilisation", avec les "héritages culturels", ni avec aucune autre "grande mission de l'empire"; il y avait longtemps que tout cela était devenu un véritable système de piraterie organisée par les quelques fonctionnaires, commerçants et colons privilégiés.

LE PLUS ANCIEN ALLIÉ DE LA GRANDE-BRETAGNE

Mais les choses ont commencé à changer quand la folle frénésie impérialiste du XIXe siècle s'empara de toute l'Europe Occidentale, vers les années 1880. C'est à cette époque, comme tout le monde le sait, que la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et le roi Léopold de Belgique ont pris la tête d'une campagne pour la possession européenne de pratiquement toute l'Afrique, que les missionnaires, les commerçants et les explorateurs s'en furent en Afrique pour obtenir des "traités de tutelle" des chefs qui n'avaient pas la moindre idée de ce qu'ils étaient en train d'accorder; que ces "traités de tutelle" ont été utilisés pour entreprendre "l'occupation effective" des puissances européennes et que, après s'être reparté la carte du monde, les soldats ont continué à se servir de leurs fusils Maxim.

Dans tout cela les Portugais étaient bien mal placés. Non seulement c'était un peuple très arriéré sur le plan industriel, extraordinairement pauvre, avec une classe moyenne à peine existante et une aristocratie caduque, mais en outre, au cours de quatre siècles, ils n'avaient pas réussi "une occupation effective" au-delà des côtes des vastes territoires que maintenaient ils réclamaient. Sans un puissant ami, les Portugais auraient perdu pratiquement tout ce qu'ils réclamaient dans ce festin de chacals de 1884-85 quand les puissances impérialistes se réunirent à Berlin pour se mettre d'accord sur les frontières en Afrique. Les Anglais qui se trouvaient en Afrique du Sud se seraient emparés de la plus grande partie du Mozambique; les Allemands et les Belges se seraient repartis l'Angola; et les Français n'auraient pas manqué d'occuper la Guinée-Bissau.

Mais les gouvernants portugais, heureusement pour eux, avaient un puissant ami en cour. Depuis le XIe siècle, ils avaient maintenu une alliance avec la Grande-Bretagne et maintenant, la Grande-Bretagne, qui voyait dans les colonies portugaises en Afrique un moyen d'être plus habile que les Français, les Allemands et les Belges, décida de protéger les Portugais. Elle prit le "petit Portugal" sous son aile protectrice et en même temps les réclamations portugaises en Afrique. Grâce au soutien britannique, les Portugais obtinrent le "droit" d'être considérés comme les possesseurs des territoires qu'ils luttaient au-

aujourd'hui encore pour conserver.

Aujourd'hui, naturellement, les choses sont différentes. Aujourd'hui le Portugal a d'autres soutiens, plus puissants encore. Sur le plan militaire il fait partie de la structure de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord et il loue aux Nord-Américains d'importantes bases dans les îles Açores, dans l'Atlantique et met à la disposition de l'armée d'Allemagne Occidentale des zones du Portugal pour "des actions d'entraînement" (en paiement partie de cela, l'Allemagne Occidentale lui fournit des lits d'hôpital pour les soldats portugais blessés dans les guerres coloniales du Portugal en Afrique, ainsi qu'une grande quantité d'équipements militaires comme des bombardiers du type "jet"). Sur le plan politique, le Portugal est souvent considéré par ses alliés comme un "bastion contre le communisme". Sur le plan commercial il est aussi devenu un terrain de rapport pour les investissements de capitaux privés pour les industriels britanniques, nord-américains, allemands, français, suédois et autres. Maintenant il n'est plus "le seul en Afrique".

Mais sur un autre plan aussi, on peut dire que le Portugal n'est plus "le seul". Il est devenu partie intégrante et même décisive des ambitions, des plans et de la politique à long terme des Sud-Africains blancs. Aussi bien en tant que source de richesses industrielles — diamants, pétrole et (potentiellement) énergie hydro-électrique — qu'à titre de "défense des Blancs" du système sud-africain d'exploitation raciale, l'Angola et le Mozambique ont acquis aujourd'hui une signification impérialiste qu'ils n'avaient jamais eue dans le passé. Il n'est plus possible, maintenant, de considérer ces vastes colonies comme absolument "séparées" du reste de la problématique et du développement du Sud de l'Afrique. Ce qui se produit

maintenant en Angola et au Mozambique — et par extension en Guinée-Bissau d'Afrique Occidentale — doit faire l'objet du plus grand intérêt possible de la part de tous les peuples du sous-continent — en fait, pour tous les peuples d'Afrique et pour tous ceux qui, hors d'Afrique, sont contre l'impérialisme, où que ce soit. Les hommes et les femmes qui luttent contre le colonialisme les armes à la main en Angola, en Guinée-Bissau et au Mozambique sont en tête de tout le mouvement d'émancipation nationale et de lutte pour l'égalité dans le monde moderne.

REDDITION OU LUTTE ?

Aussi si les Africains d'Angola, de Guinée-Bissau et du Mozambique ont eu beaucoup de difficultés à lancer leurs mouvements d'émancipation nationale — leur grand isolement derrière les bastions de la répression portugaise, leur lutte difficile pour rendre claires les idées politiques dans ces territoires où toute idée moderne doit encore se frayer un chemin — du moins seront-ils considérés par l'histoire comme ayant en un avantage sur les Africains gouvernés par des puissances moins rétrogrades : depuis 1926, au moment du renversement de la République Portugaise (qui par hasard était libérale — c'est d'ailleurs parce qu'elle n'était libérale que par hasard qu'elle a été si facilement renversée) par une clique de généraux qui s'empressa de choisir Salazar comme son mentor et son dictateur, toute véritable réforme, tout réformisme furent exclus dans les colonies portugaises. Il ne pouvait y avoir la moindre illusion en ce qui concernait un "gouverneur impérial" qui puisse lâcher les rênes politiques. Les rares Africains auxquels les Portugais ont donné un enseignement supérieur ont été obligés de

AFRICASIA

L'armée portugaise

Des renseignements récents publiés par « La Revue de la Défense Nationale » (Paris) et « Institute for Strategic Studies » (Londres) indiquent que l'effectif des forces régulières portugaises a considérablement augmenté depuis 1967. D'après ces sources, les forces terrestres ont été portées de 125 000 à 150 000 hommes, les unités marines de 500 à 2 500 et l'armée de l'air de 13 500 à 17 500, les forces de marine restant fixées à 15 000 hommes.

Les forces paramilitaires (police politique, police de sécurité publique, légion, etc.) sont constituées par plus de 15 000 hommes en territoire métropolitain et les réserves estimées à 500 000 hommes.

En 1967, lorsque l'effectif était de 120 000 hommes, différentes sources rapportent que l'armée de terre comprenait : 15 régiments et 3 bataillons d'infanterie, 8 bataillons de chasseurs, 7 régiments d'artillerie dont 2 d'artillerie lourde, 1 régiment des forces terrestres anti-aériennes, 2 bataillons motorisés d'artillerie côtière, 6 régiments de cavalerie, 1 bataillon de blindés, 2 régiments du génie, 2 bataillons de transmissions, 1 bataillon des chemins de fer, 2 bataillons des services sanitaires, 2 bataillons d'intendance et 1 compagnie d'ordonnance.

D'après le « Defense Handbook of the Armed Forces of the World », la

force aérienne portugaise compte environ 150 appareils en état de vol, y compris environ 60 avions de transport moyen Nord-Atlas, « C 47 », « C 54 » et « DC 6 ». Les appareils de combat : 20 bombardiers « B 26 », 2 escadrilles de « F 86F », l'escadrille de « F 84G », 2 escadrilles de « Lightnings G 91R » et plusieurs escadrilles « Mustang », Harvard T-28 équipées pour la lutte contre-submarine. Les troupes parachutistes, selon les mêmes sources, sont chiffrées à 4 000 hommes, un bataillon stationné dans chaque colonie portugaise.

L'infanterie rassemblée dans six quasi-rotelles d'armements fournis par l'O.T.A.N., notamment des fusils automatiques « FN » (Belgique) et « G 3 » (R.F.A.). Le « Fabrica de Braço de Prata » produit déjà des pistolets mitrailleurs sous patente américaine et des fusils automatiques G-5 sous licence ouest-allemande.

cesser d'être Africains et de devenir Portugais. La voie de la réforme à travers la promotion d'une "élite gouvernante africaine" a été totalement exclue. Et ainsi, on peut dire que les colonies portugaises n'ont au moins pas eu à supporter l'inutilité et la frustration d'une "élite de laquais" comme ceux qui ont été installés dans d'autres endroits du continent.

Etant donné cette situation, les pionniers de l'émancipation dans les colonies portugaises ont fait face, dès le début, à une décision claire entre deux dures alternatives. Ils pouvaient se rendre, abandonner la lutte difficile, accepter des travaux agréables à Lisbonne (qu'on proposait à la plupart d'entre eux) et abandonner leur peuple. Ou bien ils pouvaient prendre l'autre voie qui se présentait à eux, celle de la résistance armée. Presque tous choisirent la deuxième voie et cela certes donne la mesure de leur valoir en tant que leaders.

Bien sûr ils ont essayé u e troisième voie. Avant d'appeler le peuple aux sacrifices qu'allait représenter la résistance armée face à la violence organisée des Portugais, il fallait être absolument sûrs qu'on ne pouvait rien obtenir au moyen de revendications de changements pacifiques. Ils ont fait appel au régime de Salazar pour qu'il réalise de véritables réformes. Ils ont réclamé l'introduction, petit à petit, de moyens qui puissent permettre un auto-gouvernement africain, ils ont demandé justice et raison, et même l'ouverture d'un débat sérieux. Mais le régime de Salazar n'a pas donné d'autre réponse que de faire appel à la police coloniale et quand la police coloniale n'arrivait pas à faire face au flot croissant d'insurrection africaine, il a envoyé, du Portugal, les cohortes de la PIDE, la Gestapo de Salazar, et quand la PIDE n'a pas réussi à faire taire le cri des hommes et des femmes qui revendiquaient la justice et la décence communes et courantes, il a envoyé l'armée portugaise. Et maintenant, depuis des années déjà, l'armée portugaise s'ouvre la voie à travers ces pays par les bombes, le feu, la tuerie et la terreur.

Mais l'armée portugaise n'a pas eu le dessus et elle n'est pas en voie de gagner ces affreuses guerres coloniales. La saignée qu'a représentée pour le Portugal ce nouvel effort impérialiste l'a conduit au bord d'un désastre national. Les forces répressives en Afrique absorbent 40 % du budget national. Avec un service militaire de quatre ans, applicable à tous les hommes de dix-huit à quarante-cinq ans, la population portugaise déjà appauvrie a dû fournir des hommes à l'armée coloniale qui compte actuellement 120.000 hommes de la métropole (1). Pour se rendre compte de l'échelle de cet effort militaire, il suffit simplement de le comparer à l'effort yankee au Vietnam. Les Etats-Unis ont une population approximativement vingt fois supérieure à celle du Portugal. Une armée portugaise de 120.000 hommes équivaldrait

à environ deux millions et demi de Nord-Américains au Vietnam, soit cinq fois le nombre de soldats qui s'y trouvent actuellement.

Cela n'est pas tout. Le Portugal est un pays semi-industrialisé qui ne fabrique pas d'avions, pas même sous forme de jouets pour les enfants. Mais ses forces en Afrique sont abondamment pourvues des équipements les plus modernes et les plus chers par ses alliés nord-américains et européens : "jets" bombardiers, hélicoptères militaires, hélicoptères en abondance, frégates et autres embarcations navales, canons à tir rapide et toutes les munitions nécessaires. Tout cela ils l'ont déversé sur l'Angola, la Guinée-Bissau et le Mozambique en un holocauste de feu et de mort.

Et cela ne suffit pas, non plus.

Après avoir hésité à choisir de se battre, les Africains de ces colonies se sont lancés à fond dans la lutte. Avec un héroïsme admirable ils ont repris les vieilles résistances des anciens temps de la colonie. Ils n'ont pas perdu courage. Ils n'ont pas cédé.

Et ils n'ont pas été mis en déroute.

Telles que sont aujourd'hui les choses, la situation militaire (comme je l'ai personnellement vérifié, et sur place) est plus ou moins la suivante :

En Guinée-Bissau, le PAIGC (Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée-Bissau et des Îles du Cap Vert) contrôle actuellement à peu près les deux tiers de toutes les régions rurales de ce pays. Il a confiné les Portugais dans cinquante camps et villages fortifiés, souvent isolés et coupés de tout contact avec les autres Portugais pendant des semaines et des mois. En mai de cette année le général Arnaldo Schultz, qui s'était vanté de pouvoir rapidement "mettre les choses en ordre", s'est retiré au bout de cinq ans sans avoir réussi à le faire. Un autre vétéran de la guerre coloniale, le brigadier Spinola, lui a succédé. De juin à août, le brigadier Spinola a ordonné l'évacuation de neuf camps et villages fortifiés étant donné qu'ils ne pouvaient pas continuer à résister aux attaques de PAIGC. En février de cette année, un commando du PAIGC a pénétré jusqu'à la "capitale forteresse" de Bissau même et attaqué avec un feu de mortier nourri la principale base aérienne militaire portugaise. En Guinée-Bissau, en résumé, les Portugais sont incapables de se maintenir. Le PAIGC n'a pas encore gagné cette guerre; mais il n'y a pas de doute qu'il est sur la voie de la victoire.

En Angola, les Portugais ont aussi environ 40.000 hommes de la métropole ainsi que quelques mercenaires africains locaux et ils doivent aussi mener un dur combat. Sept ans après le commencement de la résistance armée, il est évident que le mouvement de libération angolais que jamais. En 1966 s'est produit un événement décisif, lorsque le MPLA (Mouvement pour la Libération de l'Angola) a pu ouvrir un nouvel et vaste

(1) A l'heure actuelle, selon les sources des patriotes des Colonies Portugaises, ce chiffre s'élève à 175.000 soldats (N. de la R.)

front de résistance armée dans les grandes provinces intérieures de Moçico et Cuando Cubango. A partir de ce moment là il a étendu davantage encore ses actions dans les provinces centrales de Bié et de Malange. Là ils ont installé de fortes bases intérieures pour la guerre de guérillas mobile. Le prix de tout cela continue à être très élevé et nombreux sont ceux qui meurent, leaders et soldats (parmi les leaders, par exemple, le commandant de l'armée José Montes, à la tête des troupes d'assaut, au printemps dernier, le chirurgien Américo Boavida, victime d'un bombardement portugais au mois de septembre dernier). Cependant, de toute évidence — aussi bien les communiqués du MPLA, ceux du Commandement de l'Armée Portugaise que les renseignements donnés par les journalistes pro-Portugais en Afrique du Sud — tout indique que la résistance continue à devenir plus puissante et plus décidée. Parce que le courage esprit des pionniers et des leaders s'est répandu de haut en bas, jusqu'aux populations des hameaux. Et l'histoire de toutes les guerres de résistance guérillera prouve qu'une fois que la population des hameaux est convaincue de la nécessité de la guerre, elle ne peut plus être mise en déroute.

Entre-temps, Au Mozambique il se passe plus ou moins la même chose. Formé en 1962 pour unifier les différents petits partis nationalistes en exil, le FRELIMO (Front de Libération du Mozambique) a réussi à se développer par ses propres efforts et avec le bon appui des alliés africains il est devenu un fort mouvement "intérieur" en 1964. Après avoir proclamé la résistance armée en septembre de cette année, ses premières unités de combat sont passées à l'attaque dans cinq des neuf provinces — Cabo Delgado, Nyassa, Tete, Zambéze et Moçambique — elles ont subi un échec dans les trois derniers, faute de préparation adéquate, mais elles ont réussi à se maintenir à Cabo Delgado et à Nyassa. A partir de ce moment là le FRELIMO a étendu son travail politique à tout le pays et dans le sud jusqu'à Lourenço Marques; il a installé de grandes zones libérées à Cabo Delgado et à Nyassa où les militants ont commencé à construire une nouvelle administration et une économie africaine; et il a maintenant renforcé son organisation militaire pour engager mille nouveaux combattants entraînés dans la bataille.

En avril de cette année le FRELIMO est de nouveau passé à l'offensive de la province de Tete, stratégiquement délicate (elle est l'objet d'un grand projet de barrage portugais-sud-africain et de travaux auxiliaires à Cabora Bassa et dans le Zambéze) et il y a été tellement actif, cet été, que le commandant de l'armée portugaise au Mozambique, selon le reportage d'un journal sud-africain, a transféré son quartier général dans le village de Tete. En juillet, tenant à nouveau sa promesse, le FRELIMO a pu tenir un congrès à tous les échelons avec plus de cent cinquante délégués, dans le territoire libéré à l'intérieur du Mozambique. Et j'ai assisté à ce Congrès et j'ai connu des délégués du FRELIMO qui étaient venus du lointain sud ou du centre, du nord ou

de l'est. Là aussi les Portugais ont environ 40.000 soldats de la métropole ainsi que des mercenaires africains locaux; mais là non plus, ils ne sont pas en train de gagner la guerre.

LA TÂCHE LA PLUS DIFFICILE

Cependant, l'histoire intérieure de ces luttes contre l'impérialisme portugais révèle quelque chose de vraiment incroyable. La tâche la plus difficile pour arriver à créer des fronts de combat solides contre les Portugais, cela n'a pas été l'effort militaire en soi. Tous les leaders de ces mouvements, Amílcar Cabral en Guinée-Bissau, Agostinho Neto en Angola, Eduardo Mondlane au Mozambique, ont dit que la tâche la plus difficile avait été le long travail de préparation politique. De longues années de pénibles efforts ont été nécessaires avant de pouvoir assurer ou même de commencer un véritable effort militaire.

Comment convaincre les gens dans les hameaux? Comment arriver à leur faire simplement écouter ce qu'on leur disait et plus encore comment leur demander de fournir un refuge ou une aide? Comment leur montrer la voie qui se présentait à eux? Comment vaincre leurs doutes, leur incertitude? Tout cela a requis des palabres et une patience infinies. Tout cela a demandé une habileté politique et un engagement que rien ne pouvait décourager. "Mais — comme dirait Cabral — sans cela, rien de valable ne peut se faire. Cette préparation politique est la plus difficile, la plus décourageante, mais c'est aussi l'aspect le plus important de toute la campagne de libération nationale."

Quel genre de conversation et de persuasion? Ils se sont rendus compte qu'il ne s'agissait pas de leur parler des "grandes choses": de l'indépendance, de la libération, de la liberté — tout cela viendrait plus tard, il s'agissait de leur parler des "petites choses", des mécontentements purement locaux, des impôts immédiats, des misères d'hier, des injustices d'aujourd'hui. Ils se sont rendus compte que c'était ce genre de choses qui touchait les paysans. "Parce que le peuple ne lutte pas — dit toujours Amílcar Cabral — pour des idées qui sont dans la tête des autres. Il lutte pour obtenir des bénéfices matériels, pour une vie meilleure, pour améliorer l'avenir de ses enfants."

Et, en parlant des "petites choses", et en parlant ensuite des "grandes choses", les pionniers de l'émancipation des colonies portugaises ont progressivement pu construire leur mouvement jusqu'à parvenir à la force, à la puissance qu'ils ont aujourd'hui.

Cela a été, cela est, quelle que soit la manière dont on le mesure, un succès extraordinaire.

BASIL DAVIDSON

GUINEE / CAP-VERT

Le cadre.

La Guinée "portugaise" et les Iles du Cap Vert:

— 36.000 km² (un peu plus que la superficie de la Belgique) insérés sur la côte occidentale de l'Afrique entre le Sénégal et la Guinée.

— 800.000 habitants dont 3 ou 4 mille Portugais.

— conquête coloniale commencée dès le 15^e siècle et achevée pour l'essentiel au début du 20^e siècle, (mais il y aura des combats jusqu'en 1936 !)

— ressources principales : arachides, riz, noix de coco, huile de palme. Les industries sont à peu près inexistantes.

La Trajectoire.

— 1956, fondation du P.A.I.G.C. (Parti Africain de l'Indépendance de la Guinée - Cap Vert)

— janvier 63, début de la lutte armée (ouverture du front sud)

— juin 63 ouverture du Front Nord...

— décembre 64, ouverture du Front Est.

— Bitan au début 69 :

1) les 2/3 du territoire sont libérés.

2) 40.000 soldats portugais réussissent à peine à contrôler militairement les centres urbains et les postes fortifiés (au total, une trentaine

de points importants). Il n'est évidemment plus question de contrôle politique en profondeur... quand à la vie économique, elle est paralysée dans toutes les zones encore contrôlées par les occupants.

3) Les régions libérées commencent à bâtir la nouvelle société : au delà du pouvoir politico-militaire, toute une infrastructure (commerce, agriculture, artisanat, enseignement et santé) est en place et fonctionne malgré les bombardements...

La première Révolution Africaine radicale.

Tout serait à dire sur le combat du P.A.I.G.C.

Un ouvrage excellent pourra y contribuer : "Révolution en Afrique" de Basil Davidson (Seuil). Ce livre, qui reflète une expérience longuement recueillie sur le terrain même, retrace très bien la dynamique des différentes étapes de la lutte de libération nationale, — ici indissolublement liée à la révolution sociale et, au delà de cet irremplaçable leçon de révolution concrète, il fait très bien sentir l'exemple universel qui peut — et qui doit — se dégager de toute expérience particulière.

Quand nous avons interviewé Amilcar CABRAL, Secrétaire Général du

P.A.I.G.C., nous n'avons pas voulu paraphraser le livre de Davidson — qu'il faut lire — mais bien l'éclairer et le compléter.

Ce qui frappe au premier abord, quand on écoute CABRAL (ou quand on lit Davidson), c'est l'évidente rigueur qui préside à la réalisation pratique d'une série de principes révolutionnaires... (nous disons principes, non des dogmes !). Mais si les militants guinéens savent admirablement les appliquer concrètement, ils en usent avec la plus extrême réserve dans leurs textes et leurs déclarations. A cet égard, le "style" guinéen est tout à l'opposé de celui pratiqué par une large fraction des "révolutionnaires" verbalistes.

Le P.A.I.G.C. ne se soucie guère de proclamer des slogans tels : "Mettre la politique au poste de commandement", "Compter sur ses propres forces", "Apprendre à nager en se jettant à l'eau", il les applique tout simplement...

Ces dernières décennies, le mouvement révolutionnaire avait vu apparaître deux courants : certains réfléchissaient à la révolution... D'autres la faisaient.

Les Guinéens, eux, réfléchissent à la révolution tout en la faisant. Et s'



ils sont discrets sur le terrain idéologique, c'est par légitime méfiance envers les clichés abstraits et les fausses polémiques "sur les principes" qui engendrent la stérilité.

Ce n'est pas un hasard si l'expérience du P.A.I.G.C. inspire déjà toute l'Afrique révolutionnaire. Outre les points saillants de l'interview de CABRAL, il faut encore souligner ici 2 aspects majeurs de cette expérience exemplaire :

A) La subordination totale de l'extérieur à l'intérieur.

Elle se concrétise par exemple dans la réduction de l'émigration au strict minimum individuel, sensible ou à l'obligation de faire de fréquents retours à l'intérieur du pays... Ici, nulle trace d'un quelconque tourisme "révolutionnaire" où les prononçements sacrés des "échanges internationaux" remplacent la lutte réelle. CABRAL insiste explicitement sur le fait que la place de Mao était à Yenan et non dans le giron de J.R.S.S. toute proche, tout comme celle de Ho Chi Minh était quelque part dans la jungle et non en Chine, CABRAL et le P.A.I.G.C. se tiennent avant tout sur le terrain. — Le mirage réactionnaire et confortable — d'un pseudo "gouvernement en exil" à la Robert Holden ne le menace pas !

B) L'élevation du niveau idéologique et matériel des régions libérées.

Ces deux composantes sont interdépendantes et complémentaires. Elles assurent la poursuite indéfinie de la guerre populaire en concrétisant aux yeux de tous la possibilité — et la nécessité — de la victoire finale... Le commerce a été réorganisé (il est encore dominé par le troc) tout comme l'agriculture, dont les ressources sont déjà suffisantes pour assurer les besoins vitaux malgré le double handicap de la guerre qui continue (double : 1) les destructions 2) la perte d'une partie importante de la force de travail...) La santé et l'enseignement ont également été dotés d'une infrastructure efficace dont tous les cadres — certains formés à l'extérieur — sont autochtones. Tout cet édifice est soutenu par un nouveau pouvoir révolutionnaire dont la souplesse et la décentralisation assurent à la base un maximum de participation aux tâches de gestion et de décision...

Ce n'est pas un hasard non plus si l'expérience guinéenne est encore méconnue en Europe. Cette ignorance est imputable à trois raisons :

1) raison générale : le silence de "l'information" bourgeoise toujours soucieuse de préserver la société d'une contagion aussi malsaine...

2) raison particulière : la petitesse relative de la Guinée - Cap Vert et de son adversaire direct, le Portugal, ne facilitent pas son explosion brutale sur le devant de la scène mondiale. L'inévitable réveil final — un Dien-Bien Phu politique ou militaire est inévitable — "étonne" d'autant plus les crétiens professionnels de "l'information" occidentale.

3) enfin, raison honteuse : la gauche révolutionnaire est si anémique, et si conformiste, en Europe, qu'elle fait bien peu d'efforts pour affirmer sa solidarité concrète avec le combat Guinéen.

Pourtant une flamme s'est allumée que rien ne pourra plus éteindre.

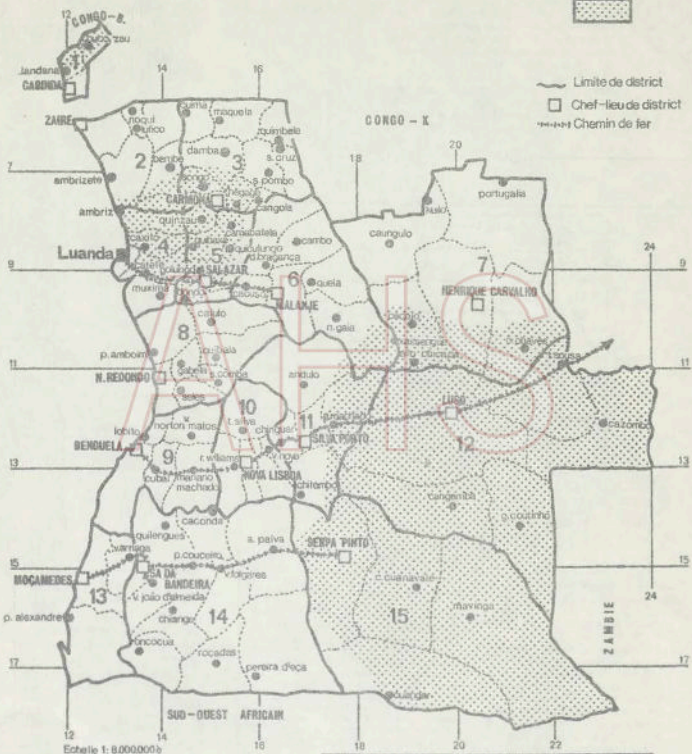
"Le plus grand danger qui menace l'Afrique est l'absence d'idéologie" disait Frantz Fanon.

Le combat du P.A.I.G.C. a commencé à lever cette hypothèque. Toute l'Afrique fasciste, de l'Angola à l'Afrique du Sud, en passant par le Mozambique et la Rhodésie, craint déjà la contagion. Et il semble qu'elle ait fort bien commencé. De fait, les réactionnaires sont très capables de détecter les vrais dangers qui les menacent !

Aux révolutionnaires d'étudier les vrais exemples qui peuvent les guider !

Pour nous, la seule façon de participer à la libération du "Tiers Monde" c'est de contribuer à embraser l'Europe.

zones de lutte armée en 1968



DISTRICTS:

- | | | | | |
|-------------|---------------|---------------|-------------|---------------------|
| 1 — CABINDA | 4 — LUANDA | 7 — LUNDA | 10 — HUAMBO | 13 — MOÇAMEDES |
| 2 — ZAIRE | 5 — CUANZA N. | 8 — CUANZA S. | 11 — BIE | 14 — HUILA |
| 3 — CONGO | 6 — BILANJE | 9 — BENGUELA | 12 — MOXICO | 15 — CUANDO CUBANGO |

Angola

Il n'existe pas de contradictions fondamentales sans solution entre les peuples portugais et angolais. Dès la fin de la guerre coloniale, des rapports justes pourront être établis entre nous, dans le respect de l'égalité et de la liberté de nos peuples. Nous nous réjouissons donc de la résistance organisée par les démocrates portugais contre le fascisme et contre la guerre coloniale. Nous considérons les démocrates, qui ont le courage de combattre pour la liberté, qui ont le courage d'exprimer leur désir de voir la guerre coloniale terminée, comme nos amis et nos alliés avec lesquels nous pourrions avoir des rapports harmonieux dans l'avenir.

AGOSTINHO NETO

REVOLUTION ANGOLAISE



● **Superficie** : 1 246 700 km² ; c'est le 6^e pays africain au point de vue de l'étendue, après l'Algérie, le Soudan, le Congo-Kinshasa, la Libye et le Tchad. L'Angola est 14 fois plus étar que le Portugal et compte 17° km de côte.

Administrativement, le pays est divisé en 15 districts.

● **Population** : 5 900 000 habitants vivant, pour plus de 94 %, dans les villages, Luanda, la capitale, groupe 500 000 âmes.

Principaux groupes ethniques : Luanda, Tchokwa, Ganguela, Herero, Bellundoa, Bakongo, etc.

● **Religion** : la grande majorité de la population est animiste ; catholicisme et protestantisme se partagent le reste de la population.

● **Economie** : production agricole : café (4^e producteur du monde), cacao, canne à sucre, coton, huile de palme, manioc, etc.

● **Monnaie** : 1 escudo = 5 F. 10, 1 conto = 1000 escudos.

● **Minerais** : diamant (1 million de carats), fer (2 millions de tonnes), cuivre, manganèse, souffre, asphalts,

pétrole (plus de 7 millions de tonnes seront exportées en 1970).

Quelques industries, dont l'unité aérodynamique de Luanda, réalisée par la coopération du Portugal et de l'Afrique du Sud.

● Lutte de libération :

C'est le 4 février 1961 que, sur le mot d'ordre du M.P.L.A., s'est déclenchée la lutte de libération par une attaque des prisons de Luanda, après que les autorités coloniales aient repoussé, en juin 1960, la demande à elles adressée par le M.P.L.A. et dans laquelle le Mouvement demandait la reconnaissance solennelle et immédiate du droit du peuple angolais à l'autodétermination.

Un autre mouvement nationaliste, l'U.P.A. (Union des populations de l'Angola), participe à la lutte de libération nationale. L'U.P.A. a surtout l'appui du groupe ethnique kikongo.

Les fronts de combat du M.P.L.A. s'étendent actuellement sur neuf districts d'une superficie totale de 734 000 km² et d'une population globale de plus de 2 250 000 habitants. Il s'agit des provinces de Cabinda, Zaire, Uige, Luanda, Cuanza Nord, Cuanza-Sud, Cuando-Cubango, un district,

1961, l'Angola, 1962, la Guinée-Bissau, 1964, le Mozambique. La lutte de libération s'est étendue à l'ensemble d'un empire africain, grand comme 22 fois sa métropole, le Portugal.

Selon des sources officielles portugaises, les guerres coloniales avaient coûté, à la fin de 1966, l'équivalent de 750 millions de dollars. Non compris la part, difficile à préciser, supportée directement par le budget de chaque colonie. Ainsi, pour l'Angola, 30 millions de dollars étaient consacrés au "secteur de la défense", en 1966, (17 pour cent de ses dépenses ordinaires).

Ces chiffres sont sans doute au deça de la réalité car, pour la seule année 1966, sur le montant total des dépenses ordinaires, les extraordinaires du Portugal — 687 millions de dollars — il a été utilisé 296 millions de dollars — soit 43 pour cent — à la conservation de l'"Intégrité territoriale". Le budget militaire portugais ayant triplé depuis le déclenchement de l'insurrection angolaise (86 millions de dollars en 1961, 236 millions de dollars en 1967), c'est autour de 200 millions de dollars que les guerilles africaines auront coûté au Trésor portugais pour l'année 1966.

Ce plafond vient d'être crevé. En 1969, les seules dépenses extraordinaires consacrées à la défense nationale atteindront la somme record de 222 millions de dollars (3,7 pour cent de plus qu'en 1968).

Une exploitation exemplaire

L'acharnement du Portugal à conserver ses colonies s'explique par sa dépendance à leur égard. A la fin de 1961 on estime qu'un tiers du revenu national total du Portugal provenait de l'exploitation des territoires d'outre-mer. (A titre de comparaison: les ressources tirées du Congo n'entraient que pour 5 pour-cent dans le calcul du revenu national belge).

La balance commerciale du Portugal est affligée d'un déficit chronique qui, au cours des cinq années précédant le déclenchement de l'insurrection angolaise s'est élevé en moyenne à 157 millions de dollars par an — pour atteindre 324 millions l'année du soulèvement!

Durant cette période, les excédents de la balance des paiements des colonies ont épongé 40 pour-cent de ce déficit. Particulièrement les gains en devises réalisés par l'Angola, qui de toutes les colonies portugaises est celle dont les échanges sont les plus largement excédentaires, aux pays situés en dehors de la zone escudo, vers lesquels sont dirigés plus du trois-quarts des exportations angolaises.

De leur côté, les droits prélevés sur les marchandises en transit à travers le Mozambique rapportaient annuellement 40 millions de dollars à Lisbonne.

L'existence des colonies épargne évidemment au Portugal des importations coûteuses de denrées coloniales (coton, café, bananes, sucre, huile, cacao etc.) mais encore assure des débouchés irremplaçables à certains produits de la métropole qui seraient d'un écoulement difficile ou impossible ailleurs, comme le vin et les tissus de coton. Le marché angolais joue un rôle essentiel dans ce domaine puisque près de la moitié de ses importations proviennent de la métropole qui elle, par contre, n'absorbe qu'un cinquième des exportations de l'Angola.

Adaptant que celui de son orientation, l'examen de la nature du commerce extérieur de l'Angola dévoile le caractère colonial de l'économie de cette „province“ lusitanienne. Celle-ci exporte des matières premières brutes ou ayant subi un conditionnement primaire: produits agricoles ou miniers et importe, en revanche, des produits finis. A l'exception pratiquement du ciment et des sacs dont le transport serait trop onéreux et d'une partie de l'essence et du fuel afin d'économiser des devises au Portugal.

ANGOLA

Exportations (en valeur)

Café	67	%
Diamants	23	%
Sisal	4,5	%
Minéral de fer	3	%
Maïs	2,5	%

Importations

Véhicules automobiles	27	%
Fer et acier	25	%
Vin	17	%
Locomotives et wagons	16	%
Tissus	15	%

Le troisième plan de développement (1968-75) mis en application en janvier, vise à développer avant tout l'aldorado minier qui commence à être exploité en Angola. En 1970 les gisements découverts au large de Cabinda par la Gulf oil permettront d'extraire 7,5 millions de tonnes de pétrole, dépassant la production actuelle tandis que les exportations de fer (Krupp) seront pour leur part, multipliées par cinq.

Par contre 9 pour-cent seulement des investissements du 3ème plan seront consacrés au secteur agricole qui en 1960 regroupait 89 pour-cent de la population et en englobera encore 85 pour-cent en 1970. Le passage indispensable d'une partie de ces masses vers le secteur secondaire se trouve freiné par le fait que le développement des industries de transformation dans les colonies irait à l'encontre des intérêts économiques de la métropole. Pour ne prendre qu'un seul exemple: les territoires d'outre-mer (essentiellement de Mozambique) fournissent au Portugal, à des prix inférieurs aux cours mondiaux et payables en escudos, 90 pour-cent du coton nécessaire aux usines textiles de la métropole qui emploient un tiers de toute la main-d'oeuvre industrielle du Portugal.

L'assimilation

Mais il existe un autre obstacle à la promotion économique et sociale des masses rurales et ses effets ont été beaucoup plus cruellement ressentis par elles au niveau du scd. Il s'agit de la politique d'assimilation appliquée outre-mer par le Portugal.

Sont considérés comme faisant partie de la population dite „civilisée“ d'une part les Européens — analphabètes ou non — et les métis reconnus par leur père, d'autre part les Noirs qui ont été en mesure de faire la preuve qu'ils lisaient et écrivaient couramment le portugais, jouissaient d'un bon revenu et s'étaient montrés „loyaux à l'égard de la nation.“ De plus les candidats devaient vivre à l'europpéenne et avoir renoncé, par là même, à l'organisation tribale dans la solidarité de laquelle on discerne une des sources du nationalisme angolais actuel. Bénéficiant d'un statut analogue à celui des Portugais d'origine et des métis reconnus, les „assimilés“ peuvent occuper des fonctions dans l'administration et le commerce, tandis que leurs descendants bénéficient d'office du statut d'assimilés.

Comme la possession d'un certificat d'assimilation est exigée déjà pour entrer au collège et que les possibilités d'instruction sont pratiquement limitées aux villes, on comprend que la population paysanne angolaise ne soit pas en mesure de sortir de sa situation. Toute son existence est d'ailleurs conditionnée, aux points de vue économique, social et religieux, par le complexe réseau de la solidarité tribale et les individus résignent à s'y arracher sans retour, à se „dénationaliser“ sur le plan africain, pour devenir des portugais de seconde zone.

De toute manière, la situation de l'écroissante majorité des paysans angolais est telle qu'il ne leur est pas possible de commercialiser un surplus agricole suffisant pour se trouver en mesure d'être fiscalement taxés sur le revenu, ce qui est une des conditions de l'assimilation.

Le travail forcé

Métis reconnus et Noirs assimilés représentent ensemble moins de 100.000 personnes. Près de 5 millions d'Angolais sont classés „indigènes” ou „non-civilisés”. Privés même des droits civils et politiques concédés par le fascisme, ils sont fiscalement assujettis à une taxe „per capita” dont le valeur annuelle varie entre 4 et 10 dollars. Afin de s'en acquitter pour eux-mêmes et les personnes à leur charge, les paysans noirs sont contraints de se louer dans les plantations et les mines européennes où ils gagnent l'équivalent de quatre dollars par mois. Cette forme d'embauche est appelée „volontaire” et ses contractants „volontarios”. D'autres paysans n'ont pas cette chance, si l'on peut s'exprimer ainsi: enlevés à leurs familles, à leurs champs, ils sont recrutés de force et appelés „contratados”. Il y avait en Angola à la veille de l'insurrection 800.000 travailleurs dans cette condition.

Aboli sur le papier après le déclenchement du soulèvement, le travail forcé est toujours en vigueur en Angola. Car il représente une „nécessité économique” pour l'exploitation européenne, en raison du manque de machines et d'énergie et, d'autre part, à cause des difficultés rencontrées dans l'exportation de certains produits agricoles fortement concurrencés par les meilleurs coûts de revient pratiqués par d'autres pays. Le maintien des prix et l'absence de profit n'a donc pu être assuré, dans certains cas, que par cette forme limite de compression, des salaires représentée par le recours au travail forcé, qui est également un moyen particulièrement brutal de pallier le manque de main-d'oeuvre.

En dernier ressort, les conditions objectives de la révolution angolaise sont nées de l'archaïsme des méthodes d'exploitation pratiquées par le Portugal : à son incapacité à industrialiser l'Angola.

Ce que Lisbonne présente comme un développement économique de ses colonies n'est que le résultat de sa capitulation devant les puissances impérialistes du Pacte Atlantique

qui mettent ces territoires en coupe réglée et dont les redevances qu'elles versent et l'armement qu'elles fournissent au Portugal permettent seuls à ce dernier de contenir l'assaut des guérillas.



Le nationalisme angolais

Pour les observateurs étrangers, l'histoire du nationalisme angolais apparaît dominée par la rivalité entre le Mouvement Populaire de Libération de l'Angola (M.P.L.A.) dirigé par Agostinho Neto et le Front National de Libération de l'Angola (F.N.L.A.) qui a proclamé un Gouvernement Révolutionnaire de l'Angola en Exil (G.R.A.E.) présidé par Holden Roberto.

On peut facilement prendre connaissance du programme du M.P.L.A. dans l'édition de Perry Anderson lui a consacré en annexe de son ouvrage: Le Portugal et la fin de l'Ultra-colonialisme, (Maspéro, 1963). De son côté, à la fin de son livre: La Révolution angolaise, (Société l'Action d'Édition et de Presse, Tunis, 1966), Pierre A. Moser a publié la plate-forme du F.N.L.A.

L'analyse comparée de ces programmes, qui l'un et l'autre se signalent par leurs options progressistes, est insuffisante à rendre compte des raisons de la dichotomie nationaliste que seule peut révéler une connaissance approfondie de l'histoire de chaque mouvement angolais et partant de leur rôle réel dans la lutte contre le colonialisme. Or les deux partis revendiquent contradictoirement la responsabilité du déclenchement et de la conduite de la guerre

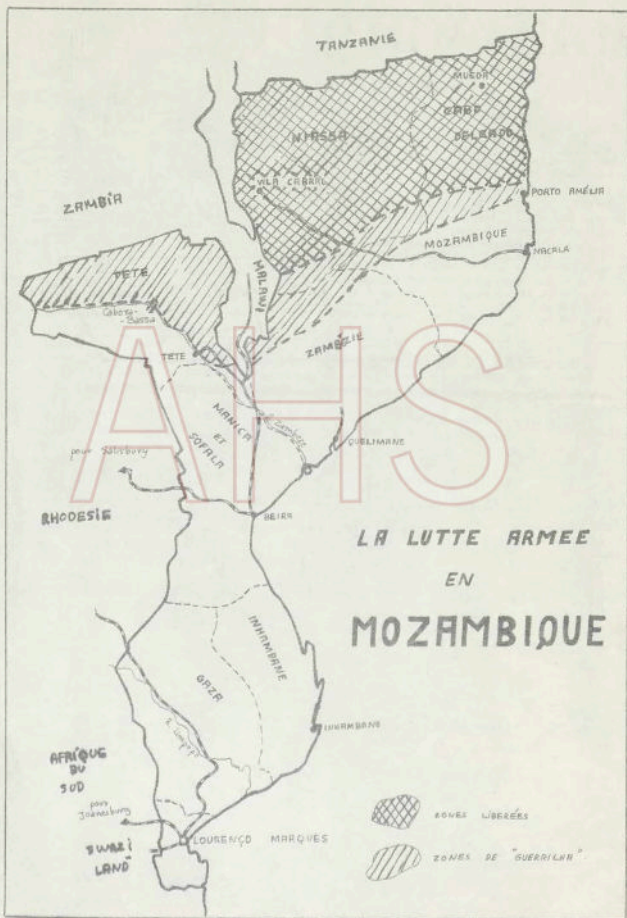
La polémique s'étend à d'autres domaines et s'est attelée récemment semble-t-il, le point de non-retour Cuba — ainsi que la plupart des secteurs du monde progressiste et révolutionnaire — soutient activement le M.P.L.A. Teófilo Acosta de la rédaction internationale de Prensa Latina, a dressé dans Granma (15.9.68) un terrible réquisitoire contre Holden Roberto accusé d'être un „agent notoire de la CIA”. Ajoutant notamment: „L'histoire de Roberto Holden, de son parti (...) et du gouvernement fantôme que cette organisation a fait naître est l'histoire de la trahison des intérêts du peuple opprimé d'Angola, l'histoire de la plus abjecte soumission à l'impérialisme nord-américain et à ses fantoches africains qui, suivant l'exemple de

leur chef de file, Joseph Mobutu, ont ouvert au GRAE un appui constant (...) Ni Roberto Holden ni son gouvernement n'ont avancé d'un seul pas révolutionnaire vers la libération de l'Angola. Il est au domaine public qu'ils sont soumis aux ordres du département que l'ambassade de Yankee à Kinshasa a créé pour diriger les affaires du GRAE (...) Leurs „forces armées” entraînées par des mercenaires cubains (...) n'ont jamais affronté l'armée portugaise en territoire angolais. Par contre, leurs armes ont été dirigées sur les ordres de l'impérialisme (...) contre les guérilleros du Mouvement Populaire pour la Libération de l'Angola (MPLA) qui (...) combat sur trois fronts guérilleros (Front Nord, Cabinda et Front Sud-Est)”. (C. & D.)

S. GOUJON

[LE POINT, fév. 1968]





MOZAMBIQUE

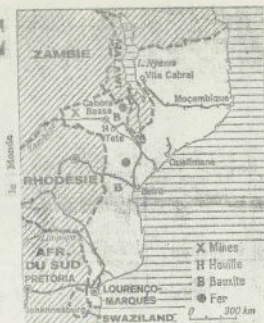
Baigné par l'océan Indien, situé entre la Tanzanie au nord et la République Sud-Africaine au sud, le Mozambique s'étend sur 785 000 km². De nombreux fleuves, dont le Zambeze et le Limpopo, traversent le pays.

POPULATION : 7 100 000 habitants, en majorité des Noirs bantous.

— CAPITALE : Lourenco-Marques, 200 000 habitants. Autre ville : Beira, 60 000 habitants.

La province est intégrée à la République portugaise depuis 1963 et divisée en neuf districts. Elle est administrée par un gouverneur général assisté d'un conseil législatif et d'un conseil de gouvernement.

— PRINCIPALES PRODUCTIONS : coton, thé, sisal, canne à sucre, coprah, noix de cajou. Le cheptel est modeste. Un consortium de firmes et de banques internationales (ZAMCO) doit construire un grand barrage à Cahora Bassa. Il sera achevé en 1971.



LE FRELIMO ET LA GUERRE DE LIBERATION AU MOZAMBIQUE

... La guerre a commencé le 25 septembre 1964. Elle n'a pas eu comme raison (cause) immédiate une révolte spontanée comme il est arrivé en Angola en 1961; au contraire elle a été le résultat d'une préparation et d'un projet minutieux de la part du FRELIMO. Celui-ci était né deux ans avant la fusion de trois mouvements nationalistes mozambicains en un : le Mozambique African National Union (MANU), le União Democrática Nacional de Mocimboa do Limpopo (UDN), et l'União Nacional Mocimboa do Limpopo (UNAMI). Pour des raisons évidentes ils ne pouvaient pas agir à l'intérieur de Mozambique; aussi tous les trois avaient-ils leur quartier-général à Dar-es-Salaam, en Tanzanie.

1962

Le FRELIMO a été constitué en septembre 1962 lors d'une conférence à laquelle ont participé 30 délégués et plus de 500 observateurs des communautés mozambicaines dispersées dans toute l'Afrique orientale. Un schéma d'action fut esquissé, un Comité Central constitué et Eduardo Mondlane élu son président.

De à une manière quasi-parlementaire le Comité Central a entrepris l'organisation du mouvement de libération. Les révolutions approuvées par la conférence dans lesquelles les objectifs de l'organisation étaient définis étaient très généraux, pour ne pas dire vagues.

Le Comité Central s'engageait, entre autres, à :

- promouvoir et accélérer la préparation des cadres
- faire tout son possible pour hâter la conquête de la liberté au Mozambique.
- Mettre au point des programmes d'alphabetisation pour le peuple mozambiquain en créant des écoles là où cela était possible.
- encourager et soutenir la formation et le renforcement des syndicats et des organisations de femmes et d'étudiants.

Le début de la guerre de "guérilla" n'est même pas expressément affirmé. Le mandat au Comité Central dit simplement : "chercher tous les moyens d'auto-défense et préparer le peuple à tout événement."

De même, à ce stade, il n'existait aucun indice de la conscience des délégués du fait que leur lutte pourrait être conçue comme faisant partie du mouvement de libération mondiale. Une résolution recommandait de "chercher de l'aide diplomatique, morale et matérielle à la cause de la liberté du Mozambique, spécialement près des Etats africains indépendants et auprès de tous les pays du monde qui aiment la paix et la liberté"; mais rien n'indique l'existence d'une conscience révolutionnaire internationaliste.

... Les années 1962 à 1964 ont été des années de préparation : du côté militaire, des camps d'entraînement ont été constitués; au même temps Mondlane voyageait, pour recueillir des fonds, en Afrique, en Europe, en Chine. Pour l'éducation on a fait des progrès en envoyant à l'étranger avec des bourses d'études, un certain nombre d'étudiants mozambiquais et créant à Dar-es-Salaam, l'Institut du Mozambique qui assure l'instruction élémentaire et secondaire aux enfants réfugiés. Une certaine préparation politique, dans la formation de cadres, s'est faite même à l'intérieur du pays; on fait ainsi les bases des contacts futurs entre les villages et les guérilleros.

1964

En 1964 des unités du FRELIMO se sont infiltrées à partir de la Tanzanie, pour la première fois, en Cabo Delgado et au Niassa, les provinces les plus septentrionales du Mozambique. La tactique menée dans la "guérilla" fut manifestement correcte et la guerre a suivi un schéma orthodoxe, développant des contradictions chaque fois plus aigües entre les forces colonialistes et les paysans. Pour commencer le FRELIMO limita son activité à des embuscades et à des attaques occasionnelles, du type "attaquer et s'enfuir", à des garnisons portugaises. Le Mozambique septentrional est une région boisée, avec un terrain assez accidenté, une population un peu dense dans la plaine côtière mais plus raide à l'intérieur; les routes sont très peu nombreuses et en mauvais état; les sièges de l'administration et les détachements de la police portugaise sont confinés dans les villes, et celles-ci sont fort éloignées les unes des autres. Bref, les conditions permettent de tendre aisément les embuscades aux détachements militaires lors de leurs déplacements. Après une embuscade le groupe "guérillero" peut de nouveau s'enfuir dans la brousse et se mettre en sécurité. De cette façon la "guérilla" a pu obtenir rapidement des succès importants tout en ne subissant que des pertes minimes; son moral montait tandis que celui des forces portugaises baissait de plus en plus. Reconnaisant son impuissance face à ces attaques les portugais ont recouru dans une mesure

sans cesse croissante, à l'intimidation et au terrorisme. Les atrocités commises par les portugais sont illustrées par de nombreux documents ; leur cruauté monte de rythme ^{et de} ces frustrations et des humiliations qu'ils subissent.

... Outre l'utilisation du terrorisme les représailles portugaises se sont concrétisées dans le bombardement des villages, des récoltes et de tout ce qu'ils soupçonnaient d'être des camps pour "guerrilleros". Mais comme les guerrilleros, sont pris rarement, ne se concentrent pas dans le même lieu en grand nombre, ce sont les paysans non combattants qui souffrent le plus de ces incursions; ceci aggrave donc ultérieurement les contradictions entre la population et les colonialistes. Au fur et à mesure que leur force augmentait, les groupes de "guerrilleros" ont commencé à attaquer des postes avancés et des campements portugais, utilisant des bazzoka et des mitrailleuses lourdes; l'initiative stratégique face à l'ennemi, déjà détenue par la "guerrilla", s'est donc ultérieurement renforcée.

1968 Quatre années après le début de la guerre, le Frelimo a déjà établi un contrôle efficace sur les zones rurales des deux provinces de Cabo Delgado et de Niassa. En mars de cette année (n.t. 1968) le front de la province occidentale de Tete (fermé en 1965 à cause des difficultés de ravitaillement) a été réouvert.

... Ceci est stratégiquement très important vu qu'il permet au Frelimo de menacer directement le projet du nouveau barrage de Cabora-Bassa, sur le Zambèze. Grâce à ce projet, qui jouit d'une aide massive de l'Afrique du Sud, le Portugal se propose d'installer un million de colons blancs dans la vallée du Zambèze et de cette façon d'entreprendre le développement de la région. Si le Frelimo prend l'initiative dans la région, il peut faire échouer ce plan, ce qui constituerait une grande victoire pour les forces de libération. L'importance attribuée par l'Afrique du Sud au projet de Cabora Bassa est démontrée par le fait que deux bataillons sud-africains ont pris position récemment - selon des nouvelles informations répétées - au bord du Zambèze, en territoire mozambicain.

En même temps qu'il élargit les opérations vers le sud le FRELIMO a déjà mis sur pied des programmes de reconstruction. Aujourd'hui les territoires libérés ou à moitié libérés atteignent environ 75.000 miles carrés, avec une population de 800.000 habitants. Le programme de reconstruction couvre 3 secteurs : activités économiques, santé publique et éducation.

Dans le domaine agricole, la production de coton et de riz, obligatoire sous les portugais, a été interrompue. Les terres récupérées de cette façon sont utilisées pour la production de denrées alimentaires. D'autre part les paysans ont tenu à augmenter les terrains cultivables, ce qu'ils ont fait à l'aide des outils fournis par le FRELIMO. Nous ne possédons pas de chiffres sur le volume de la production, mais le FRELIMO soutient que, malgré les incursions aériennes, elle a très sensiblement augmenté.

Il ne semble pas exister de raisons pour douter de ces affirmations. Comme ils disent, les membres du FRELIMO, avec une simplicité absolue : "Maintenant que les gens cultivent la terre pour produire ce dont ils ont besoin et ce qu'ils veulent, ils travaillent et produisent plus".

Dans certaines zones on a vu réapparaître les coopératives de production qui avaient été supprimées par les portugais; pendant l'année 1966 de petites quantités de semences et de noix ont été exportées; un projet de stimuler ce commerce et de réorganiser la production locale de fer, d'argent, du cuivre, du bois et la soie.

Le programme sanitaire comprend la création de cliniques, pour lesquelles est aujourd'hui disponible) un personnel de 400 assistants formés au Mozambique ou à l'Institut de Dar-es-Salaam. De même dans le domaine de l'éducation les progrès en cours sont substantiels : outre l'Institut de Dar-es-Salaam, des écoles primaires et des cours d'alphabétisation ont été créés pour les communautés de réfugiés; dans les régions libérées du Mozambique il y a maintenant 10.000 enfants qui fréquentent les écoles primaires. Sous les portugais dans la province de Cabo Delgado il y avait 39 écoles; maintenant il y en a presque 100 et malgré la grave carence d'enseignants et d'équipement leur nombre s'accroît constamment.

À la fin de juillet dernier (1966) une conférence du parti, a eu lieu pour la première fois dans le Fianar; elle a élu à nouveau l'actuel groupe dirigeant du FRELIMO. Des délégués de toutes les régions libérées y ont participé et, selon les comptes rendus, la discussion a été large et les critiques à la politique du parti n'ont pas manqué. Le fait que cette conférence ait pu se tenir en territoire mozambicain montre la mesure du succès du FRELIMO; mais un jour après le départ des délégués les bombardiers portugais sont arrivés sur les lieux de la conférence pour rappeler durement la puissance militaire de l'ennemi.

Glyn Hughes
Monthly Review,

Janvier/Février 1969 (extraits)

● **AVRIL 1961.** — Un corps de volontaires est envoyé au Mozambique pour répondre à l'appel des réfugiés portugais alarmés par les événements d'Alger et réclamer que des décisions définitives se prennent. Des articles sont édités dans la population blanche.

● **1961.** — Création du Front de libération du Mozambique (FRELIMO) d'Edouardo Mondlane.

● **23 OCTOBRE 1964.** — Le FRELIMO proclame l'indépendance générale contre le colonialisme portugais pour l'indépendance complète du peuple du Mozambique.

● **DÉCEMBRE 1964-MAI 1965.** — Les forces de sécurité portugaises opèrent des arrestations et des "trepannings" massives qui provoquent une véritable révolte des milices indigènes noires.

● **JANVIER 1965.** — Les combats se concentrent à la frontière tanzanienne.

● **11 MAI 1965.** — Arrivée d'un contingent de cinq mille soldats portugais à Lourenço Marques le plus important qui ait été envoyé au Mozambique depuis le début des opérations.

● **25 JUILLET 1965.** — Arrestation du secrétaire général (président) du FRELIMO par la police portugaise.

● **SEPTEMBRE - OCTOBRE 1965.** — L'attaque de l'association de libérés par les forces rebelles marque une forte recrudescence de l'activité des résistances. Quarante mille soldats portugais sont au Mozambique. M. Edouardo Mondlane, leader du FRELIMO, continue à organiser les opérations du territoire avec huit mille partisans.

● **8 FÉVRIER 1967.** — Arrestation de M. Edouardo Mondlane à Dar-es-Salaam.

(PETITE)
CHRONOLOGIE

l'arme de la théorie

AMÍLCAR CABRAL



Ce texte est celui de l'exposé fait à la première Conférence de la solidarité des peuples d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine (3-12 janvier 1966, La Havane, Cuba), par le Secrétaire Général du Parti Africain pour l'Indépendance de la Guinée et du Cap Vert (P.A.I.G.C.) au nom des Peuples et des Organisations Nationalistes des Colonies Portugaises.

...Si, arrivant à Cuba, certains avaient à l'esprit un doute quelconque quant à l'enracinement, la force, la maturité et la vitalité de la Révolution Cubaine, ce doute s'est trouvé effacé par ce qu'il nous est donné de voir. Une certitude inébranlable réchauffe nos cœurs, et nous encourage dans cette lutte difficile mais glorieuse contre l'ennemi commun : nulle force au monde ne pourra détruire cette Révolution Cubaine en train de éclore, à la campagne et dans les villes, non seulement une nouvelle vie mais aussi — ce qui est plus important — un Homme Nouveau pleinement conscient de ses droits et de ses devoirs nationaux, continentaux, internationaux. Dans tous les domaines de son activité, le peuple cubain a réalisé des progrès importants au cours des sept dernières années, particulièrement en 1965, année de l'agriculture...

Nous croyons que ceci constitue une leçon supplémentaire et particulièrement pour ceux qui veulent que leur révolution nationale soit une vraie révolution.

D'aucuns n'ont pas manqué de noter que, bien que constituant une minorité insignifiante, certains Cubains n'ont pas partagé les joies et les espoirs des fêtes du septième anniversaire parce qu'ils sont contre la Révolution.

Il est possible que d'autres encore ne seront pas présents à la célébration du prochain anniversaire, mais nous voulons affirmer que nous considérons la politique de « la porte ouverte » pour la sortie des ennemis de la Révolution, comme une leçon de courage, de détermination, d'humanisme et de confiance envers le peuple, comme une victoire de plus, politique et morale, sur l'ennemi, et nous garantissons à ceux-là qui, d'un point de vue amical s'inquiètent des dangers que cette sortie peut présenter, que nous, les peuples des pays africains, encore totalement dominés par le colonialisme portugais, sommes prêts à envoyer à Cuba autant d'hommes et de femmes qu'il serait nécessaire, pour compenser la sortie de ceux qui, pour des raisons de classe ou d'inadaptation, ont des intérêts et des attitudes incompatibles avec les intérêts du peuple cubain. En reprenant le chemin, autrefois douloureux et tragique de nos ancêtres (principalement de Guinée et d'Angola), qui ont été transplantés à Cuba comme esclaves, nous viendrons aujourd'hui en hommes libres, en travailleurs conscients et en patriotes cubains, pour exercer une activité productive dans cette société nouvelle, juste et multiraciale, pour aider et pour défendre avec notre sang les conquêtes du peuple de Cuba. Ceci pour renforcer également tant les liens historiques, de sang et de culture qui unissent nos peuples au peuple cubain, que ce don spontané de soi, cette joie profonde et ce rythme contagieux, qui font de la construction du socialisme à Cuba un phénomène nouveau à la face du monde, un événement unique et tout beaucoup, insolite.

Ne vaillons pas utiliser cette tribune pour nous en prendre à l'impérialisme. Un dicton africain très répandu dans nos pays dit : « Quand ta case brûle, rien ne sert de battre le tam-tam. »

Sur le plan tricontinental, cela veut dire que ce n'est pas en criant ni en proférant des injures contre l'impérialisme, que nous allons parvenir à sa liquidation. Pour nous, le pire ou le meilleur mal que nous pouvons dire de l'impérialisme, quelle que soit sa forme, c'est de prendre les armes et de combattre. C'est ce que nous sommes en train de faire, et c'est ce que nous ferons jusqu'à la liquidation totale de la domination étrangère sur nos patries africaines.

L'ABSENCE D'IDÉOLOGIE

Quand le peuple africain affirme dans sa langue simple, que « pour chaude que soit l'eau de la source, elle ne cuira pas ton riz », il énonce avec une singulière simplicité un principe fondamental non seulement de physique, mais aussi de science politique. Nous savons en effet que le déroulement d'un phénomène en mouvement, quel que soit son conditionnement extérieur, dépend principalement de ses caractéristiques intérieures. Nous savons aussi que, sur le plan politique, même si la réalité des autres est plus belle et attrayante — notre propre réalité ne peut être vraiment transformée que par sa connaissance concrète, par nos efforts et par nos propres sacrifices. Il est bon de se rappeler, dans cette ambiance tricontinentale où les expériences et les exemples abondent, que, si grande que soit la similitude des cas en présence et l'identité de nos ennemis, la libération nationale et la révolution sociale ne sont pas des marchandises d'exportation ; elles sont — et chaque jour davantage — le produit d'une élaboration locale, nationale, plus ou moins influencées par des facteurs extérieurs favorables et défavorables mais essentiellement déterminés et conditionnés par la réalité historique de chaque peuple, et consolidés par la victoire ou la solution correcte des contradictions internes entre les diverses catégories qui caractérisent cette réalité. Le surgissement de la révolution cubaine, qui se déroule à

quelques centaines de kilomètres de la plus grande force impérialiste et anti-socialiste de tous les temps, nous semble être, dans son contenu et dans sa forme d'évolution, une illustration pratique et concluante de la validité du principe déjà mentionné.

Nous devons reconnaître, cependant, que nous-mêmes, et les autres mouvements de libération en général (nous nous référons surtout à l'expérience africaine) n'avons pas su apporter toute l'attention nécessaire à ce problème important de notre lutte commune.

Le défaut idéologique, pour ne pas dire le manque total d'idéologie, au sein des mouvements de libération nationale — ce qui se justifie à la base par l'ignorance de la réalité historique que ces mouvements prétendent transformer — constitue une des plus grandes, sinon la plus grande, faiblesses de notre lutte contre l'impérialisme. Nous croyons, néanmoins, qu'un nombre suffisant d'expériences variées a déjà été accumulé pour permettre de définir une ligne générale de pensée et d'action afin d'éliminer cette déficience. Une ample discussion sur ce sujet pourrait être utile, permettant à cette conférence d'apporter une précieuse contribution au renforcement de l'action actuelle et future des mouvements de libération nationale. Ce serait là une forme concrète d'aide à ces mouvements, et, à notre avis, d'importance non moindre que le soutien politique et financier, en armes et autres.

C'est dans l'intention de contribuer, bien que modestement, à ce débat, que nous présentons ici notre opinion sur les fondements et les objectifs de la libération nationale en rapport avec la structure sociale. Cette opinion nous est dictée par notre expérience dans la lutte et l'appréciation critique d'autres expériences. À ceux qui voient en elle un caractère théorique, il nous faut rappeler que toute pratique engendre une théorie. Et que, s'il est vrai qu'une révolution peut échouer, même alimentée par des théories parfaitement conçues, personne n'a encore réalisé une révolution victorieuse sans théorie révolutionnaire.

LA LUTTE DE CLASSES

Ceux qui affirment — et en ce qui nous concerne, avec raison — que la force motrice de l'histoire est la lutte de classes, seraient certainement d'accord pour réviser cette affirmation, afin de la préciser et lui donner un champ d'application encore plus vaste s'ils connaissent plus profondément les caractéristiques essentielles de certains peuples colonisés, c'est-à-dire dominés par l'impérialisme. En effet, dans l'évolution générale de l'humanité et de chacun des peuples qui la composent, les classes n'apparaissent ni comme phénomène généralisé et simultané dans la totalité de ces groupes, ni comme un tout achevé, parfait, uniforme et spontané. La définition de classes, au sein d'un groupe ou de plusieurs groupes humains, est une conséquence fondamentale du développement progressif des forces productives et des caractéristiques de la distribution des richesses produites par ce groupe ou dérobées à d'autres groupes. C'est-à-dire que le phénomène socio-économique « classe », surgit et se développe en fonction d'au moins deux variables essentielles et interdépendantes : le niveau des forces productives et le régime de propriété des moyens de production. Ce développement s'opère lentement, graduellement et d'une manière inégale, par des variations quantitatives et généralement peu perceptibles des composantes fondamentales, processus qui, à partir d'un certain degré d'accumulation, aboutit à un *saut qualitatif* se traduisant par l'apparition de classes et du conflit entre les classes.

Des facteurs extérieurs à un ensemble socio-économique en mouvement donné, peuvent influencer, d'une manière plus ou moins significative, le processus de développement des classes, l'accélérant, le freinant, voire provoquant des régressions. Quand, pour une raison quelconque, cesse l'influence

de ces facteurs, le processus reprend son indépendance et son rythme se détermine alors non seulement par les caractéristiques internes spécifiques de l'ensemble, mais aussi par la résultante de l'effet sur lui produit par l'action temporaire des facteurs extérieurs. Sur le plan strictement intérieur, le rythme du processus peut varier, mais reste continu et progressif. Les progrès brusques sont possibles seulement en fonction d'altérations violentes — mutations — du niveau des forces productives ou du régime de la propriété. Ces transformations violentes opérées à l'intérieur du processus de développement des classes, comme résultat de mutations survenues au niveau des forces productives ou dans le régime de propriété, il a été convenu de les appeler en langage économique et politique : *révolutions*.

On constate d'autre part que les possibilités de ce processus sont influencées d'une façon appréciable par des facteurs extérieurs, et particulier par l'interaction des ensembles humains, considérablement accrue par le progrès des moyens de transport et de communication qui a créé le monde et l'humanité, éliminant l'isolement entre les groupes humains d'une même région, entre les régions d'un même continent et entre les continents. Ce progrès caractéristique d'une longue phase historique qui commença par l'invention du premier moyen de transport, était déjà plus évident au temps des voyages puniques et dans la colonisation grecque, et s'est accentué avec les découvertes maritimes, l'invention de la machine à vapeur et la découverte de l'électricité. Et de nos jours, avec la domestication progressive de l'énergie atomique, il est possible de promettre, sinon de semer l'homme dans les étoiles, du moins d'humaniser l'univers.

Ce qui vient d'être dit permet de poser la question suivante : est-ce que l'histoire commence seulement à partir du moment où se développe le phénomène « classe » et par conséquent la lutte de classes ? Répondre affirmativement serait situer hors de l'histoire toute la période de vie des groupes humains qui va de la découverte de la classe, et postérieurement de l'agriculture nomade et sédentaire, à la création des troupeaux et à l'appropriation privée de la terre. Ce serait aussi alors — et nous nous refusons à l'accepter — considérer que plusieurs groupes humains d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine, vivaient sans histoire ou en dehors de l'histoire, au moment où ils furent soumis au joug de l'impérialisme. Ce serait considérer que des populations de nos pays, telles que les Balantas de Guinée, les Koamamas d'Angola et les Macondés du Mozambique vivent encore aujourd'hui — si nous faisons abstraction des légères influences du colonialisme auxquelles elles furent soumises — en dehors de l'histoire ou n'ont pas d'histoire.

Ce refus, basé d'ailleurs sur la connaissance concrète de la réalité socio-économique de nos pays et sur l'analyse du processus du développement du phénomène « classe », tel que nous l'avons vu antérieurement, nous porte à admettre que, si la lutte des classes est la force motrice de l'histoire, elle l'est à une certaine période donnée. Cela veut dire, qu'avant la lutte des classes — et nécessairement après un facteur, ou des facteurs, lut, et sera le moteur de l'histoire. Nous admettons sans peine que ce facteur de l'histoire de chaque groupe humain est le *mode de production* — le niveau des forces productives et le régime de propriété — qui caractérise ce groupement. Davantage, comme on l'a vu, la définition de classe et la lutte des classes sont elles-mêmes l'effet du développement des forces productives conjuguées avec le régime de propriété des moyens de production. Il nous semble donc correct de conclure que le niveau des forces productives, élément déterminant essentiel du contenu et de la forme de la lutte des classes, est la force motrice véritable et permanente de l'histoire.

Si nous acceptons cette conclusion, alors s'estompent les doutes qui troublaient notre esprit. Parce que, si d'un côté nous constatons que l'existence de l'histoire, avant la lutte des classes, est garantie, et évitons par là à quelques groupements humains de nos pays — et peut-être de notre continent — la triste condition de peuple sans histoire, nous dégageons,

d'un autre côté, la continuité de l'histoire même après la disparition de la lutte de classes ou des classes elles-mêmes. Et comme ce n'est pas nous qui avons postulé — sur des bases scientifiques — le fait de la disparition des classes comme une fatalité historique, nous sommes satisfaits de cette conclusion, qui, dans une certaine mesure, rétablit une cohérence et donne en même temps aux peuples qui, comme celui de Cuba, sont en train de construire le socialisme, l'agréable certitude qu'ils ne déboucheront pas sur la fin de l'histoire lorsque se terminera le processus de liquidation du phénomène « classe » et de la lutte des classes au sein de l'ensemble socio-économique. L'éternité n'est pas de ce monde, mais l'homme survivra aux classes et continuera à produire et à faire l'histoire, car il ne peut se libérer du fardeau de ses besoins, de ses mains et de son cerveau, qui sont à la base du développement des forces productives.

SUR LE MODE DE PRODUCTION

Ce qui a été dit sur la réalité actuelle nous permet d'admettre que l'histoire d'un groupe humain ou de l'humanité se développe au moins en trois phases. A la première correspond un bas niveau des forces productives, — de la domination de l'homme sur la nature; le mode de production a un caractère élémentaire, il n'existe pas encore d'appropriation privée des moyens de production, il n'y a pas de classes, ni, par conséquent, lutte de classes; dans la seconde, l'élevation du niveau des forces productives conduit à l'appropriation privée des moyens de production, complice progressivement le mode de production provoque des conflits d'intérêt au sein de l'ensemble socio-économique en mouvement, rend possible l'apparition du phénomène « classe » et, par là, la lutte de classes, expression sociale de la contradiction dans le domaine économique entre le mode de production et l'appropriation privée des moyens de production; la troisième, laquelle, à partir d'un niveau donné des forces productives rend possible et réalise la liquidation de l'appropriation privée des moyens de production, l'élimination du phénomène « classe » et donc, de la lutte de classes. Des forces nouvelles et ignorées dans le processus historique de l'ensemble socio-économique se déchaînent alors.

La première phase correspondrait, en langage politico-économique, à la société communautaire agricole et d'élevage, dans laquelle la structure sociale est horizontale, sans Etat; la seconde, aux sociétés agraires féodales ou assimilées et agro-industrielles bourgeoises, ici la structure sociale se développe verticalement, avec Etat; la troisième phase correspondrait aux sociétés socialistes et communistes, dans lesquelles l'économie est surtout, si ce n'est exclusivement, industrielle (car l'agriculture elle-même devient une forme d'industrie) et dans lesquelles l'Etat tend progressivement à sa disparition, ou disparaît, et où la structure sociale retourne à l'horizontalité, à un niveau supérieur des forces productives, des relations sociales et d'appréciation des valeurs humaines.

Au niveau de l'humanité ou d'une partie de l'humanité (groupes humains d'une même région, d'un ou plusieurs continents), ces trois phases (ou deux d'entre elles) peuvent être simultanées comme le prouve la réalité actuelle aussi bien que le passé. Ceci résulte du développement inégal des sociétés humaines, soit pour des raisons internes ou soit par l'influence accélératrice ou retardatrice sur leur évolution d'un ou plusieurs facteurs extérieurs. D'autre part, dans le processus historique d'un ensemble socio-économique donné, chacune des phases dont nous avons parlé contient, à partir d'un certain niveau de transformation, les germes de la phase suivante.

Nous devons faire remarquer aussi que, dans la phase actuelle de la vie de l'humanité et pour un ensemble socio-économique donné, la succession dans le temps des trois phases caractéristiques n'est pas indispensable. Quel que soit le niveau actuel de ses forces productives et de la structure sociale

qui la caractérise, une société peut franchir rapidement les étapes définies et appropriées aux réalités concrètes locales (historiques et humaines) pour arriver à une phase supérieure d'existence. Ce progrès dépend des possibilités concrètes du développement de ses forces productives et lui-même conditionné principalement par la nature du pouvoir politique qui dirige cette société, c'est-à-dire, par le genre d'Etat ou, si l'on veut, par le caractère de la classe ou des classes qui dominent au sein de cette société.

Une analyse plus détaillée nous montrerait que la possibilité d'un tel bond, dans le processus historique, résulte fondamentalement, dans le domaine économique, de la force des moyens dont l'homme peut disposer dans le moment pour dominer la nature, et, sur le plan politique, de cet événement nouveau, qui a transformé radicalement l'aspect du monde et la marche de l'histoire : *la création des Etats socialistes...*

L'IMPÉRIALISME

Ce qui importe à nos peuples, c'est de savoir si l'impérialisme, comme capital en action, a rempli ou non dans nos pays la mission historique qui lui était réservée : accélération du processus du développement des forces productives, et la transformation dans le sens de la complexité des caractéristiques des moyens de production ; approfondissement de la différenciation des classes avec le développement de la bourgeoisie, et intensification de la lutte de classes ; augmentation appréciable du niveau de vie économique, social et culturel des populations. On a également intérêt à reconnaître quelles sont les influences ou les effets de l'action impérialiste sur les structures sociales et le processus historique de nos peuples.

Sur le plan économique comme sur les plans social et culturel, le capital impérialiste n'a pas, et de loin, rempli dans nos pays la mission historique réalisée par le capital dans les pays d'accumulation. Cela signifie que si, d'un côté, le capital impérialiste a eu, dans la plupart des pays déprimés, la simple fonction de multiplier les plus-values, on voit, d'autre part, que la capacité historique du capital (comme accélérateur indestructible du processus de développement des forces productives) dépend strictement de sa liberté, c'est-à-dire, du degré d'indépendance avec lequel on l'utilise. Cependant, nous devons reconnaître que, dans quelque cas le capital impérialiste ou le capitalisme moribond a suffisamment eu d'intérêts, de force et de temps pour, outre construire des villes, augmenter le niveau des forces productives, et permettre à une minorité de la population autochtone d'atteindre un niveau de vie meilleur ou même privilégié, contribuer ainsi à un processus que certains appelleraient dialectique, pour l'approfondissement des contradictions au sein des sociétés en question. En d'autres cas, encore plus rares, a existé la possibilité d'accumulation du capital, créant les conditions de développement d'une bourgeoisie locale.

Il est utile d'examiner quelles sont les formes générales de domination de l'impérialisme.

1) Domination directe — au moyen d'un pouvoir politique composé d'agents étrangers au peuple dominé (ces armées, police, agents de l'administration et colons) — qu'on a convenu d'appeler *colonialisme classique ou colonialisme*.

2) Domination indirecte — au moyen d'un pouvoir politique composé, dans sa majorité ou en totalité, d'agents autochtones — qu'on a convenu d'appeler *néo-colonialisme*.

Dans le premier cas, la structure sociale du peuple dominé, quelle que soit l'étape dans laquelle il se trouve, peut subir les conséquences suivantes :

a) Destruction complète, accompagnée, en général, de la liquidation immédiate ou progressive de la population autochtone et, en conséquence, remplacement de celle-ci par une population allogène ;

b) Destruction partielle, en général accompagnée de la fixation, plus ou moins importante, d'une population allogène ;

c) Conservation apparente, conditionnée par la confinement de la société autochtone dans des zones ou réserves et généralement dépourvues de possibilités de vie, accompagnée de l'implantation massive d'une population allogène.

Les deux derniers cas sont ceux qu'il nous importe de considérer dans le cadre de la problématique libération nationale et sont largement représentés en Afrique. On peut dire que, dans n'importe lequel d'entr'eux, l'influence de l'impérialisme dans le processus historique du peuple dominé s'exprime par la paralysie, la stagnation (même, dans quelques cas, la régression) de ce processus. Cette paralysie n'est tout de même pas complète. Dans l'un ou l'autre secteur de l'ensemble socio-économique en question, on peut s'attendre à des transformations sensibles motivées par l'action permanente de quelques facteurs intérieurs (locaux) ou résultant de l'action de nouveaux facteurs introduits par la domination coloniale, tel le cycle de la monnaie et le développement des concentrations urbaines. Parmi ces transformations, il convient de relever, en certains cas, la perte progressive du prestige des classes ou secteurs dirigeants autochtones, l'exode forcé ou volontaire d'une partie de la population paysanne vers les centres urbains, avec le développement consécutif de nouvelles couches sociales : travailleurs salariés, fonctionnaires, employés du commerce et des professions libérales et une couche et toujours liée au milieu urbain, une couche constituée par de petits propriétaires agricoles. Dans le cas du néo-colonialisme, que la majorité de la population colonisée soit autochtone ou d'origine exotique, l'action impérialiste s'oriente dans le sens de la création d'une bourgeoisie ou pseudo-bourgeoisie locale, inféodée à la classe dirigeante du pays dominant...

COLONIALISME ET NEO-COLONIALISME

Quoique la situation coloniale et néo-coloniale soient identiques en essence, et que l'aspect principal de la lutte contre l'impérialisme soit néo-colonialiste, nous croyons indispensable de distinguer dans la pratique, ces deux situations. En effet, la structure horizontale, quoique plus ou moins différenciée de la société autochtone, et l'absence d'un pouvoir politique composé d'éléments nationaux, facilitent, dans la situation coloniale, la création d'un ample front d'unité et de lutte, même indispensable au succès du mouvement de libération nationale. Mais cette possibilité ne nous dispense pas de l'analyse rigoureuse de la structure sociale indigène, des tendances de son évolution et, de l'adoption dans la pratique, de mesures appropriées pour garantir une vraie libération nationale. Parmi ces mesures, même en admettant que chacun sache mieux que quiconque ce qu'il doit faire chez lui, il nous semble indispensable de voir se créer une avant-garde solidement unie et consciente de la vraie signification et de l'objectif de la lutte de libération nationale qu'elle doit diriger. Cette nécessité est d'autant plus pressante qu'on sait que, sauf de rares exceptions, la situation coloniale ne permet ni ne réclame l'existence significative de classes d'avant-garde (classe ouvrière consciente d'elle-même et prolétariat rural) qui pourraient assurer la vigilance des masses populaires sur l'évolution du mouvement de libération. Inversement, le caractère généralement embryonnaire des classes laborieuses et la situation économique, sociale et culturelle de la force physique la plus importante de la lutte de libération nationale — les paysans — ne permettent pas aux deux forces principales de cette lutte de distinguer, par elles-mêmes, la vraie indépendance nationale de l'indépendance politique factice. Seulement une avant-garde révolutionnaire, généralement une minorité active, peut donner conscience dès le début de cette différence, et la porter, à travers la lutte, à la connaissance des masses populaires. Cela explique le caractère fondamentalement politique de la lutte de libération nationale et donne,

dans une certaine mesure, l'importance de la forme de lutte dans le résultat final du phénomène de libération nationale.

Dans la situation néo-coloniale, la structuration plus ou moins accentuée de la société indigène dans la verticale, et l'existence d'un pouvoir politique composé d'éléments autochtones — Etat National — aggravent déjà les contradictions au sein de cette société, et rendent difficile, sinon impossible, la création d'un front uni aussi vaste que dans le cas colonial. D'un côté, les effets matériels (principalement la nationalisation des cadres et l'augmentation de l'initiative économique de l'élément indigène, en particulier sur le plan commercial) et psychologique (orgueil de se croire dirigé par ses propres compatriotes, exploitation de la solidarité d'ordre religieux ou tribal entre quelques dirigeants et une fraction des masses populaires) contribuent à mobiliser une partie considérable des forces nationalistes. Mais, d'autre part, le caractère nécessairement répressif de l'Etat néo-colonial contre les forces de libération nationale, l'aggravation des contradictions de classes, la permanence objective d'agents et de signes de la domination étrangère (colons qui conservent leurs privilèges, forces armées, discrimination raciale), la paupérisation croissante du paysannat, et l'influence plus ou moins noyote de facteurs extérieurs, contribuent à maintenir la flamme du nationalisme, et à élever progressivement la conscience de vastes secteurs populaires, et à réunir, en se basant précisément sur la conscience de la frustration néo-colonialiste, la majorité de la population autour de l'idéal de libération nationale. En outre, tandis que la classe dirigeante autochtone s'embourgeoise progressivement, le développement d'une classe laborieuse composée d'ouvriers de la ville et de prolétaires agricoles, tous exploités par la domination indirecte de l'impérialisme, ouvre des perspectives nouvelles à l'évolution de la libération nationale. Cette classe laborieuse, quel que soit son degré de conscience politique (au-delà d'une limite minimum, qui est la conscience de ses besoins) paraît, dans le cas néo-colonial, constituer la vraie avant-garde populaire de la lutte de libération nationale. Mais elle ne pourra réaliser complètement sa mission dans le cadre de cette lutte (qui ne finit pas avec la conquête de l'indépendance) si elle ne s'unit solidement avec les autres couches exploitées, les paysans en général (employés, fermiers, métayers, petits propriétaires agricoles) et la petite bourgeoisie nationaliste. La réalisation de cette alliance exige la mobilisation et l'organisation des forces nationalistes dans le cadre (ou par l'action) d'une organisation politique forte et bien structurée.

Une autre distinction importante entre la situation coloniale et néo-coloniale, réside dans les perspectives de la lutte. Dans le cas colonial (où la nation classe combat contre les forces de répression de la bourgeoisie du pays colonisateur) peut conduire, du moins en apparence, à une solution nationaliste (révolution nationale) ; la nation conquiert son indépendance et adopte, en hypothèse, la structure économique qui lui convient le mieux. Le cas néo-colonial (où les classes laborieuses et leurs alliés luttent simultanément contre la bourgeoisie impérialiste et la classe dirigeante autochtone) ne se résout pas par une solution nationaliste ; elle exige la destruction de la structure capitaliste implantée par l'impérialisme dans le territoire national, et postule justement une solution socialiste.

Cette distinction résulte principalement de la différence de niveau des forces productives dans les deux cas et de l'aggravation consécutive de la lutte des classes.

LE ROLE DE LA VIOLENCE

Les faits nous dispensent de prouver que l'instrument essentiel de la domination impérialiste est la violence. Si nous acceptons le principe selon lequel la lutte de libération est une révolution et que celle-ci ne finit pas au

moment où l'on hisse le drapeau et se joue l'hymne national, nous verrons qu'il n'y a, ni ne peut y avoir libération nationale, sans l'usage de la violence libératrice de la part des forces nationalistes, pour répondre à la violence criminelle des agents de l'impérialisme. Personne ne doute que, quelles que soient les caractéristiques locales, la domination impérialiste implique un état de violence permanente contre les forces nationalistes. Il n'y a pas de peuple sur terre qui, ayant été soumis au joug impérialiste (colonialiste ou néo-colonialiste), ait conquis son indépendance (nominale ou effective) sans victimes. Ce qui importe, c'est de déterminer quelles sont les formes de violence qui doivent être utilisées par les forces de libération nationale, pour répondre, non seulement à la violence de l'impérialisme, mais aussi pour garantir par la lutte la victoire finale de sa cause: la véritable indépendance nationale.

Les expériences vécues par certains peuples, la situation actuelle de la lutte de libération nationale dans le monde (spécialement au Vietnam, au Congo et en Rhodésie), ainsi que la situation de violence permanente, ou tout au moins de contradictions et de sursauts, dans laquelle se trouvent certains pays ayant conquis leur indépendance par la voie dite pacifique, nous démontrent que non seulement les compromis avec l'impérialisme sont inopérants, mais aussi que la voie normale de libération nationale, imposée aux peuples par la répression impérialiste, est la *lutte armée*.

Nous ne croyons pas scandaliser cette assemblée, en affirmant que la voie unique et efficace pour la réalisation définitive des aspirations des peuples, c'est-à-dire pour l'obtention de la libération nationale, est la lutte armée. C'est là la grande leçon que l'histoire contemporaine de la lutte de libération enseigne à tous ceux qui sont véritablement engagés dans l'effort de libération de leurs peuples.

SUR LA PETITE BOURGEOISIE

Il est évident qu'aussi bien l'efficacité de cette voie que la stabilité de la situation à laquelle elle conduit, après la libération, dépendent non seulement des caractéristiques de l'organisation de la lutte, mais aussi de la conscience politique et morale de ceux qui, pour des raisons historiques, sont à même d'être les héritiers immédiats de l'état colonial ou néo-colonial. Car les faits ont démontré que le seul secteur social capable d'avoir conscience de la réalité de la domination impérialiste, et de diriger l'appareil de l'Etat hérité de cette domination, est la petite bourgeoisie du pays. Si nous tenions compte des caractéristiques aléatoires, de la complexité des tendances naturelles inhérentes à la situation économique de cette couche sociale ou classe, nous verrions que cette fatalité spécifique de notre situation constitue l'une des faiblesses du mouvement de libération nationale.

La situation coloniale qui n'admet pas le développement d'une pseudo-bourgeoisie autochtone et dans laquelle les masses populaires n'atteignent pas, en général, le degré nécessaire de conscience politique avant le déclenchement du phénomène de libération nationale, offre à la petite bourgeoisie l'opportunité historique de diriger la lutte contre la domination étrangère, pour être, de par sa situation objective et subjective (niveau de vie supérieur à celui des masses, contacts plus fréquents avec les agents du colonialisme, et donc plus d'occasions d'être humiliée, degré d'instruction et de culture politique plus élevé, etc.), la couche qui prend le plus rapidement conscience du besoin de se libérer de la domination étrangère. Cette responsabilité historique est assumée par le secteur de la petite bourgeoisie que l'on peut, dans le contexte colonial, appeler *révolutionnaire*, tandis que les autres secteurs se maintiennent dans le doute caractéristique de ces classes ou s'allient au colonialisme, pour défendre, quoique illusoirement, leur situation sociale.

La situation néo-coloniale, qui exige la liquidation de la pseudo-bourgeoisie autochtone pour que se réalise la libération nationale, donne aussi à

la petite bourgeoisie l'opportunité de remplir un rôle de premier plan — et même décisif — dans la lutte pour la liquidation de la domination étrangère. Mais, en ce cas, en vertu des progrès réalisés dans la structure sociale, la fonction de direction de la lutte est partagée (à un degré plus ou moins grand) avec les secteurs les plus instruits des classes travailleuses et même avec des éléments de la pseudo-bourgeoise nationale, imbus de sentiments patriotiques. Le rôle du secteur de la petite bourgeoisie, qui prend part à la direction de la lutte, est encore plus important, tant il est vrai que dans la direction néo-coloniale elle-même, elle est plus apte à assumer ces fonctions, soit parce que les masses travailleuses connaissent des limitations économiques et culturelles, soit à cause des complexes et limitations de nature idéologique qui caractérisent le secteur de la pseudo-bourgeoise nationale qui adhère à la lutte. Dans ce cas, il est important de faire remarquer que la mission qui lui a été confiée exige de ce secteur de la petite bourgeoisie une plus grande conscience révolutionnaire, la capacité d'interpréter fidèlement les aspirations des masses à chaque phase de la lutte et de s'identifier de plus en plus avec elles.

Mais, si grand que soit le degré de conscience révolutionnaire du secteur de la petite bourgeoisie appelé à remplir cette fonction historique, elle ne peut se libérer de cette réalité objective : la petite bourgeoisie, comme classe des services (c'est-à-dire qui n'est pas directement incluse dans le processus de production) ne dispose pas de bases économiques lui garantissant la prise du pouvoir. En effet, l'histoire nous démontre que, quel que soit le rôle — parfois important — joué par des individus issus de la petite bourgeoisie dans le processus d'une révolution, cette classe n'a jamais été en possession du pouvoir politique. Et elle ne pouvait l'être, le pouvoir politique (Etat) se basant sur la capacité économique de la classe dirigeante et dans les conditions de la société coloniale et néo-coloniale, cette capacité étant détenue par ces deux entités : le capital impérialiste et les classes laborieuses nationales.

Pour maintenir le pouvoir que la libération nationale met entre ses mains, la petite bourgeoisie a un seul chemin : laisser agir librement ses tendances naturelles d'embourgeoisement, permettre le développement d'une bourgeoisie bureaucratique, et d'intermédiaire, du cycle des marchandises, pour se transformer en une pseudo-bourgeoise nationale, c'est-à-dire, mener la révolution et se rallier nécessairement au capital impérialiste. Or tout cela correspond à la situation néo-coloniale, c'est-à-dire à la trahison des objectifs de libération nationale. Pour ne pas trahir ces objectifs, la petite bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : renforcer sa conscience révolutionnaire, répudier les tentations d'embourgeoisement et les sollicitations naturelles de sa mentalité de classe, s'identifier aux classes laborieuses, ne pas s'opposer au développement normal du processus de la révolution. Cela signifie que, pour remplir parfaitement le rôle qui lui revient dans la lutte de libération nationale, la petite bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe, pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée avec les aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient.

Cette alternative — trahir la Révolution ou se suicider comme classe — constitue le dilemme de la petite bourgeoisie dans le cadre général de la lutte de libération nationale. Sa solution positive en faveur de la révolution, dépend de ce que récemment Fidel Castro a appelé correctement *développement de la conscience révolutionnaire*. Cette dépendance attire nécessairement notre attention sur la capacité du dirigeant de la lutte de libération nationale à rester fidèle aux principes et à la cause fondamentale de la lutte. Cela nous montre, dans une certaine mesure, que si la libération nationale est essentiellement un problème politique, les conditions du développement lui prêtent certaines caractéristiques qui appartiennent au domaine moral.



Pour la Belgique par exemple.
Il y a du matériel belge que le Portugal utilise contre nous... mais je crois franchement que c'est votre rôle, si vous le voulez, de rechercher dans votre pays même les données les plus concrètes sur cette collaboration étroite. Nous nous sommes en train de nous battre. Recherchez vous même ces choses-là et dénoncez-les. Nous n'avons rien contre la Belgique, nous n'avons rien contre le peuple belge, au contraire, nous voulons le développement des meilleurs rapports avec la Belgique. Mais en ce moment, il est clair qu'il y a une liaison entre la Belgique et le Portugal...

AMILCAR CABRAL

AHHS

Nous ne lancerons pas de vivas, ni proclamerons ici notre solidarité envers tel ou tel peuple en lutte. Notre présence est un cri de condamnation de l'impérialisme et une preuve de solidarité avec tous les peuples qui veulent bannir de leur patrie le joug impérialiste, en particulier, avec l'héroïque peuple du Vietnam. Mais nous croyons fermement que la meilleure preuve que nous puissions donner de notre position anti-impérialiste et de notre active solidarité avec nos camarades dans cette lutte commune, consiste à retourner dans nos pays, à développer encore davantage la lutte et demeurer fidèles aux principes et aux objectifs de libération nationale.

Nous souhaitons que chaque mouvement de libération nationale ici présent, puisse, les armes à la main, répéter dans son pays, en union avec son peuple, le cri déjà légendaire de Cuba :

¡PATRIA O MUERTE, VENCEREMOS!

MORT AUX FORCES IMPÉRIALISTES!

PATRIE LIBRE, PROSPÈRE ET HEUREUSE POUR CHACUN DE NOS PEUPLES!

NOUS VAINCRONS!

Amilcar CABRAL.

[PARTISANS N° 26-27]

AHS

PORTUGAL

L'HISTOIRE DU RÉGIME
L'OPPOSITION AU RÉGIME
LA LUTTE DE CLASSES

LA LUTTE DE LIBÉRATION
EN GUINÉE - BISSAU
ANGOLA
MOZAMBIQUE

AMILCAR CABRAL :

L'ARME DE LA THÉORIE